

## Des mini-médiévales pour éponger le déficit

Un cirque ferait une tournée dans une dizaine de villes canadiennes

GUY BENJAMIN  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Me Pierre Gaudreau projette d'organiser des mini-médiévales dans une dizaine de villes canadiennes pour combler le déficit des grandes médiévales de Québec. Telle est l'idée émise par le président de Gestion trois fois plus, la compagnie chargée d'organiser et de gérer les Médiévales de Québec.

Me Gaudreau a énoncé cette hypothèse lors d'un long entretien de deux heures avec LE SOLEIL, en compagnie de Me Georges Parent, président du conseil d'administration des Médiévales. Sa compagnie se chargerait de monter un spectacle condensé en une fin de semaine et de parcourir le pays, un peu à la manière d'un cirque.

Les villes hôtes déboursaient un prix fixe pour le passage du cirque médiéval. Gestion trois fois plus, qui réaliserait ainsi des profits, paierait des redevances aux Médiévales de Québec, des sommes suffisamment importantes pour rembourser le déficit accumulé de plus de 700 000 \$, croit Me Gaudreau.

L'édition 1995 des Médiévales se soldera par un déficit d'un peu moins de 500 000 \$, jure le président du c.a. des

Voir MÉDIÉVALES en A2 ▶

AUTRE TEXTE  
□ Rémy d'Anjou ne signera plus aucun contrat Page A5

## «La réparation, pas la séparation»

Les Québécois ne sont pas des incapables, plaide Parizeau

DONALD CHARETTE  
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Après une semaine difficile, le premier ministre Jacques Parizeau a lancé hier la campagne du OUI devant un millier de partisans ragaille en disant que les Québécois ne sont pas des «incapables» comme le prétendent les fédéralistes et que ce que demande son camp, ce n'est pas la séparation mais la réparation.

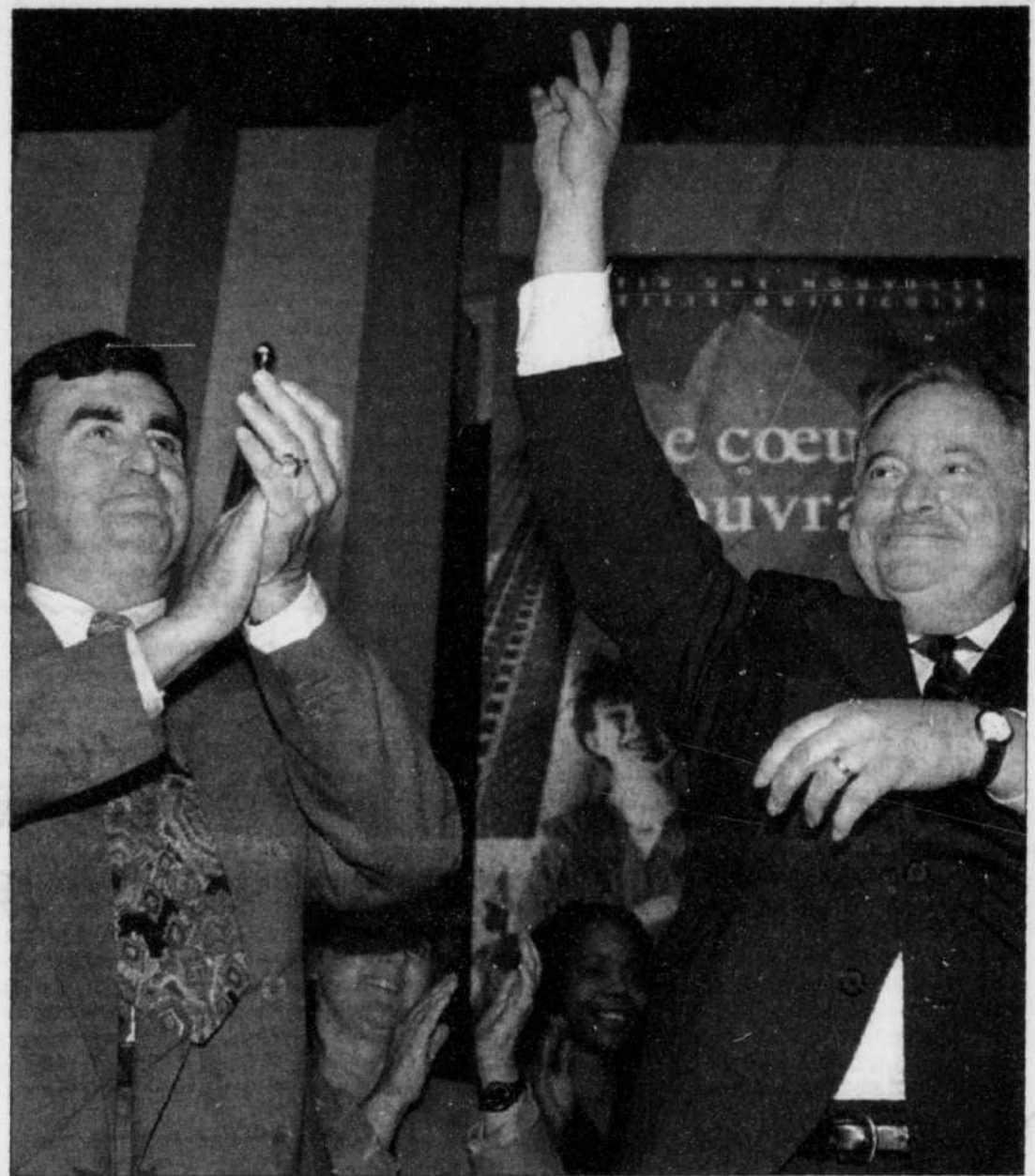
Les trois chefs souverainistes ont participé hier sur le Mont-Royal au lancement régional du OUI pour la région métropolitaine. C'est le chef du gouvernement qui a lancé les attaques les plus virulentes contre les forces fédéralistes en misant sur la fierté des Québécois.

«Les Daniel Johnson, les Marcel Bélanger, les Laurent Beaudoin, et autres Jean Chrétien nous

disent que la Suisse, avec 5 millions et demi d'habitants, les Danois avec 5 millions, les Norvé-

Voir RÉPARATION en A2 ▶

AUTRE TEXTE  
□ Johnson courtise les membres de l'ADQ Page A6



Le premier ministre Jacques Parizeau salue les quelque 1000 partisans sous les applaudissements de la foule et du chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, lors du lancement de la campagne du OUI, hier, à Montréal.

### FRANCE

## Un ado abat sa famille avant de tuer au moins 9 piétons

■ CUERS, France (Reuter) — Un adolescent a tué au moins 12 personnes, massacrant trois membres de sa famille avant d'ouvrir le feu sur les passants et de se suicider à Cuers, village du Var plongé, hier, dans la stupeur par ce massacre pour l'instant non expliqué.

Le drame s'est noué samedi soir à Solliès-Pont, un village de la banlieue nord-est de Toulon, où Eric Borel, 17 ans, apparemment pris d'un accès de folie meurtrière, tue d'abord trois membres de sa famille à son domicile.

Puis, le jeune homme, armé d'une carabine 22, se rend à pied à Cuers, un village distant de six kilomètres. Là, vers 7 h 45, il ouvre le feu à l'entrée du village.

Calme-ment, il se dirige vers la place centrale et se met à tirer «sur tout ce qui bouge», faisant neuf morts avant de retourner l'arme contre lui.

Huit autres personnes ont été grièvement blessées, dont trois reposent dans un état critique. Le pronostic vital pour plusieurs d'entre elles est «très réservé» et le bilan pourrait encore s'alourdir dans les heures qui viennent.

Les corps de sa mère, de son beau-père et de son jeune demi-frère, âgé de 11 ans, massacrés à coups de marteau et



Deux gendarmes recouvrent le corps d'un homme abattu par l'adolescent.

de bâton de baseball, ont été découverts au cours de la nuit.

Selon des témoins, le jeune homme embusqué dans les vignes fait sa pre-

mière victime à l'entrée de Cuers. Parcourant avec une apparente sérénité

Voir ADO en A2 ▶

### RÉFÉRENDUM À LA DALY

NDLR: Nous vous offrons, toute la semaine, les illustrations d'un collaborateur, Yvon Dallaire, qui a campé nos acteurs référendaires dans un contexte médiéval.



Jean VI «Coeur de Kastor» Roi D'Acanda

8<sup>e</sup> monarque de la dynastie libérale, il a 30 agents royaux à son service. Avant d'être roi, il fut longtemps l'un des agents royaux du roi Pierre I (le roi Pierre I était renommé pour son avidité de pouvoir au détriment de ses seigneurs). Le roi Jean VI doit constamment affirmer la primauté de la justice royale sur ses seigneurs féodaux.

### LE MONDE



### Accord OLP-Israël

Yasser Arafat et Shimon Peres concluent une entente qui étend l'autonomie en Cisjordanie.

PAGE A9

### LA MÉTÉO



Maximum 14, Minimum 7

Ensoleillé avec quelques nuages. Demain, nuageux avec possibilité d'une averse. Détails page S16

QUÉBEC, 99¢ ANNÉE, NO 265  
ILES-DE-LA-MADELEINE,  
MONTRÉAL, OTTAWA 70¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.  
60¢ PLUS T.P.S. T.V.Q.

**PAQUET**  
2 ans ça se fête  
Voyage à gagner à  
**Walt Disney**  
Informez-vous  
3580 boul. de la Rivière-Sud LEVIS 838-3838

LES RETOURNÉS

# MÉDIÉVALES

## Une faille énorme

Suite de la Une

Médiévales, Me Parent. Il viendra s'ajouter au manque à gagner de 236 000 \$ de la première présentation de la fête en 1993. Le bain d'encre rouge s'explique par des dépenses supérieures de 5% au budget prévu de 2 millions \$ et un manque à gagner important au chapitre des subventions.

Le président de Gestion trois fois plus admet que sa compagnie a « une faille énorme dans la réclamation des subventions », et que l'importance de la gestion de l'argent à recevoir a été sous-estimée. Un des exemples est la subvention possible de 50 000 \$ de Tourisme Québec, qui dans les faits a été limitée à 22 000 \$. Pour toucher le plein montant, il fallait dépenser l'argent dans certains secteurs spécifiques et soumettre des pièces justificatives. Ce que n'ont pu faire les gestionnaires des Médiévales.

« Nous étions coincés, réplique Me Gaudreau. Pour toucher la subvention, il fallait dépenser de l'argent là où nous n'avions pas besoin. J'aurais été un mauvais administrateur d'agir ainsi. On me reproche aujourd'hui de ne pas avoir fait en sorte d'obtenir la pleine subvention ».

Les organisateurs des Médiévales débordaient aussi d'optimisme en prévoyant une aide de 75 000 \$ de la CUQ. Le chèque fut de 40 000 \$. Des commanditaires privés ont aussi laissé tomber les organisateurs lorsque la tourmente a commencé à poindre à l'horizon. Me Gaudreau cite le cas des Ameublements Tanguay, pour 10 000 \$ et de problèmes avec Ruel et Frères, dont la commandite promise de 8000 \$ s'est transformée en une facture de 15 000 \$.

Le problème qui a fait le plus mal au budget est celui du transport des figurants européens par la compagnie Air Transat. Une commandite de 150 000 \$ était escomptée. Sauf que le transporteur n'avait pas de places libres à bord de ses appareils, obligeant ainsi les organisateurs à nolisier un avion, au coût

net de 263 000 \$.

A la lumière des deux heures de conversation avec les deux responsables des Médiévales, il semble évident que plusieurs ententes furent scellées par une poignée de main. « Nous avons fait confiance aux commanditaires et n'avons pas voulu les obliger à signer des contrats très pointilleux. Sans doute devrions nous être plus prudents de ce côté », fait remarquer Me Gaudreau.

Beaucoup de lettres d'intention, d'ententes verbales, et de promesses, comme celle voulant, selon Me Gaudreau, que le gouvernement du Québec comble le déficit de 236 000 \$ de la première fête. La question a été discutée avec les ministres Guy Chevrette et Louise Beaudoin qui devaient acheminer le dossier vers le bureau du premier ministre. Rien d'écrit, de concret, et les Médiévales attendent encore.

Imbroglie également au sujet de la grande chevauchée entre Boston et Québec. Me Gaudreau songe à réclamer de l'argent à l'organisateur Jacques Robidas, qui aurait exigé des tarifs quotidiens à certains participants, notamment au chapitre de la nourriture. Les Médiévales, explique-t-il, ont versé 14 000 \$ à l'organisateur pour nourrir les participants. Il ne pouvait être payé en plus. Dans le cas de la grande chevauchée, Me Gaudreau dit n'avoir trouvé aucune anomalie dans le contrat.

Les deux responsables sont loin de croire que c'est la fin des Médiévales. Il n'est surtout pas question de recourir à la loi sur la faillite et l'insolvabilité. « Nous avons la volonté de continuer et tous les créanciers seront payés », affirme Me Gaudreau. A son avis, la fête, comme entreprise commerciale, vaut plusieurs millions. Il entend donc utiliser cette valeur pour obtenir les marges de crédit nécessaires à la poursuite des activités, et pour payer les créanciers. La banque sera remboursée notamment grâce aux redevances versées par les mini-médiévales.

AUJOURD'HUI

# Un brin d'humour référendaire

U ne grande satisfaction du journalisme est de cueillir son journal tôt le matin et de pouvoir relire à la une ou dans une belle mise en page, un texte sur lequel on a mis plus d'efforts qu'à l'habitude. Ce matin, à Saint-Augustin, un de nos lecteurs attendait son journal avec une impatience inaccoutumée.



Gilbert Lavoie est le rédacteur en chef

Yvon Dallaire (Daly) est un jeune architecte qui s'est amené dans mon bureau, le mois dernier, pour me proposer ses illustrations: la campagne référendaire dans un contexte médiéval... Je ne suis pas un expert. J'aurais de la difficulté à vous dessiner une pomme. Mais je sais quand j'aime quelque chose. Après consultation avec mes collègues, nous avons décidé de vous faire partager ce plaisir.

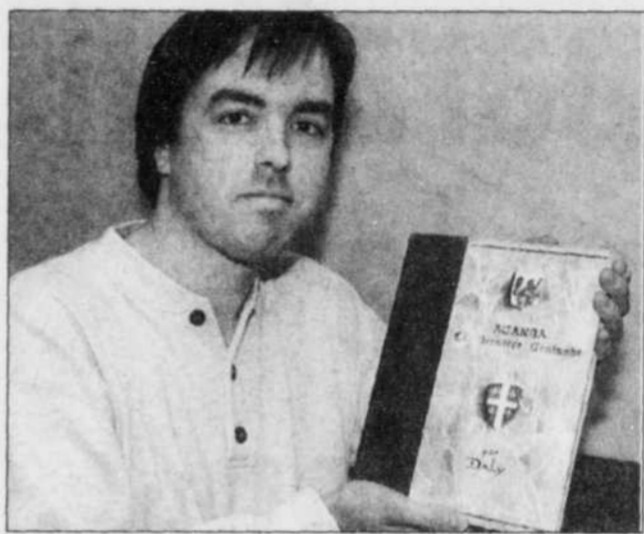
Mais où publier ces illustrations? Daly avait dessiné sept personnages. Nous avons décidé d'ignorer Preston Manning. Après tout, c'est entre Québécois que la vraie bataille référendaire se jouera. Et puis Manning est plutôt ennuyant, il faut bien en convenir. Il n'a pas la majesté de nos héros franco-phones. (Attendez de voir Lucien et Daniel, ce sont les plus beaux à

mon avis). Il nous restait donc six personnages, un par jour. Nous vous présentons Jean Chrétien ce matin. Les autres suivront dans l'ordre: Parizeau, Bouchard, Johnson, Dumont et Charest.

De grâce, ne voyez aucune malice dans l'ordre choisi et les textes: c'est le choix de l'artiste. Pour clore la semaine, nous vous présentons dimanche prochain, dans le Magazine, un reportage sur Yvon Dallaire et quelques-unes de ses fresques.

C'est donc un rendez-vous quotidien que vous donne Daly d'ici dimanche. À ne pas manquer. J'espère sincèrement que cette publication mettra un peu d'humour dans cette semaine référendaire et permettra à Yvon Dallaire de pousser son talent encore plus loin.

Bonne chance Daly!



Yvon Dallaire

# ADOLESCENT

## Ouvrages néonazis

Suite de la Une

L'artère principale du village, il va sur la grande place de la mairie avant de se donner la mort à quelques dizaines de mètres de là, au quartier de la Ferrage. « On a entendu des coups de feu. On a d'abord pensé à des pétards, puis on a cru qu'il visait des pigeons. Mais on a vu un passant blessé à la jambe. Le tueur avait l'air serein, rechargeant

calmement son arme. Il s'est dirigé en haut de la place vers la mairie en continuant à tirer puis il est revenu achever l'homme blessé à la jambe », racontent des clients du bar de l'Aviation.

Les enquêteurs tentent désormais de retracer l'itinéraire du jeune forcené et de reconstituer son emploi du temps dans la journée de samedi. Ils s'attachent aussi à cerner la personnalité du jeune homme pour essayer d'expliquer

son geste.

Le maire de Cuers, Guy Guigou, précise que le meurtrier était inconnu au village. Il résidait avec sa famille à Solliès-Pont dans une petite maison entourée de canisses située Traverse des Aiguiers.

« Il était très renfermé. Il ne disait même pas bonjour, mais c'était une famille sans histoire », dit Alexis, un voisin encore sous le choc des images vues à la télévision.

Scolarisé à Toulon dans un lycée professionnel, Éric, qui avait récemment perdu son père, s'adonnait volontiers, selon le voisinage, à sa passion du jardinage. Mais le maire de la ville et la gendarmerie ont aussi fait savoir que

l'adolescent possédait des portraits d'Adolf Hitler et des ouvrages néonazis dans sa chambre à coucher.

Les blessés ont été transportés par hélicoptère vers les hôpitaux de Font-Pré à Toulon, de La Timone et de l'hôpital Nord à Marseille, et à Hyères.

Un poste médical avancé a été installé sur le stade du village. Une chapelle ardente a été dressée dans le gymnase de la commune et une cellule d'accueil est à la disposition des familles des victimes. Le préfet du Var Jean-Pierre Richer, son directeur de cabinet et le procureur de la République de Toulon se sont rendus sur place au côté des autorités de la gendarmerie de toute la région.

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A  
La Capitale ..... 3 à 5  
Le Québec et le Canada ..... 6 à 8  
Le Monde ..... 9  
Opinions ..... 10 et 11

CAHIER B  
Télé Magazine ..... 1 et 2  
Arts et spectacles ..... 3 à 8  
Votre agenda ..... 6  
Ce soir à la télé ..... 7  
Jeux et B.D. .... 6 et 7

CAHIER C  
Questions d'argent ..... 1 à 4, 10  
Automobile ..... 3  
Annonces classées ..... 5 à 9  
Décès ..... 9 et 10

TABLEAU SPORTS  
Claude Larochelle ..... 5  
Statistiques ..... 10 à

SERVICES  
Abonnements ..... 686-3344  
Publicité générale ..... 686-3270  
Annonces classées ..... 686-3311  
Rédaction ..... 686-3394  
Carrières et Professions ..... 686-3270  
Promotion ..... 686-3342  
Publicité Détaillants ..... 686-3435  
Renseignements ..... 686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMedia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Rand, à Québec. Envoyé de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

NUMÉROS CHANCEUX

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 24-09-95  
1-1-7  
1-4-6-0

BANCO  
tirage du 24-09-95  
5-6-8-9-10-12-14-31-35-37-38-40-41-48-51-57-60-64-65-68

SÉLECT 42  
tirage du 23-09-95  
13-16-19-27-28-35  
(complémentaire)  
33  
mise-tôt  
16-23-26-38  
EXTRA  
298481

6/49  
tirage du 23-09-95  
3-5-21-32-43-46  
(complémentaire) 4

RÉFLEXION

Le secret de l'éternelle jeunesse est l'imbécillité. (Alice Roosevelt Longworth, auteure, socialiste et fille de l'ancien président américain Theodore Roosevelt)

# RÉPARATION

## Les démons de la peur

Suite de la Une

giens, les Hollandais, tous les petits peuples sur le plan de la population, eux sont capables de réparer leurs affaires mais nous, on n'est pas capables. Le message qu'ils nous passent, c'est quoi? Vous êtes trop petits, vous êtes pas capables, mais nous ne sommes pas des incapables. Les souverainistes présents au Chalet de la montagne ont repris immédiatement la phrase scandant « on est capable ».

Dans son discours, M. Parizeau a également voulu contrer ces messages sur la séparation qui ornent tous les poteaux du Québec. Donnant l'exemple de la pétrochimie à Montréal et de l'établissement d'un centre fiscal international, qui nécessitait une loi fédérale, il a affirmé « ce qu'on veut c'est la réparation pas la séparation... on veut réparer nous-mêmes nos affaires avec nos impôts et nos taxes ». Il a terminé sa courte allocution de 10 minutes en réitérant sa conviction que le camp du changement va l'emporter le 30 octobre et que « le pays nous attend ».

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a soutenu pour sa part que le premier ministre Jean Chrétien n'attend que la tombée du NON pour couper dans les programmes sociaux. « Chrétien veut nous en faire manger une belle, il l'a à peu près dit cette semaine à la Chambre des communes. » Le leader souverainiste a rappelé les lendemains douloureux du référendum de 1980 qui ont conduit à un recul du Québec sur la langue, la culture, les institutions fondamentales.

Plus tôt dans la journée, M. Bouchard a participé au lancement du OUI à Laval y reprenant lui aussi le thème de la fierté. « Quand on veut être traité comme un peuple, on se comporte comme un peuple », a-t-il dit devant une salle comble qui lui a fait un triomphe, « ils ont leur pouvoir mais on leur laisse aussi gérer notre pouvoir de 28 milliards \$ ».

En entrevue par la suite, il a affirmé au SOLEIL qu'il trouvait dangereux le ton et les thèmes développés par le NON. « De façon subliminale ou expresse, ils jouent sur les démons de la peur québécoise. Ils comptent là-dessus, c'est leur principal allié. » M. Bouchard n'a pas apprécié les attaques personnelles du chef libéral Daniel Johnson contre Guy Chevrette et il croit qu'il faut

élever le débat en le faisant porter sur les questions de fond.

Quant au chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, il a été accueilli chaleureusement par les souverainistes. Selon lui, le vide idéologique du NON devrait faire en sorte qu'on les appelle « le camp de la faiblesse, le camp de on n'est pas capables ».

Il a surtout répliqué à M. Johnson qui l'a qualifié de séparatiste pur et dur en soulignant qu'il n'avait pas leçon à recevoir de celui qui a ignoré le rapport Allaire et ignoré la loi 150 qui prévoyait un référendum. Aux journalistes il a souligné par la suite que l'ADQ avait voté massivement pour appuyer une offre de souveraineté-partenariat mais qu'il ne pouvait garantir évidemment que tous les adéquistes vont voter OUI.

BOUCHARD PROVOQUE DES REMOUS

Une affirmation anodine en apparence dans le discours de M. Bouchard a provoqué un flottement hier lors du rassemblement. Le chef du Bloc a parlé d'un référendum « le 30 octobre ou au début novembre comme le fixeront M. Parizeau et son gouvernement ».

Plusieurs en ont déduit que celui-ci cherchait, à nouveau, à repousser le référendum ou à retarder le départ de la campagne référendaire. Mais tous les conseillers politiques présents se sont empressés de tuer cette interprétation.

M. Bouchard a affirmé un peu plus tard en prenant place dans sa limousine « est-ce que j'ai l'air d'un gars qui veut retarder le référendum, jamais. » De son côté M. Parizeau a laissé tomber « mais qu'est-ce qui vous fait croire que j'ai changé d'idée ».

Monique Simard, vice-présidente du PQ, a été plus lapidaire en faisant valoir que son parti n'aurait tout simplement pas les moyens d'annuler l'espace publicitaire déjà réservé.

La date du scrutin est déterminée par l'émission des brefs qui devrait se faire le 29 mais le gouvernement pourrait toujours, théoriquement, déplacer la date au 13 ou au 20 novembre. On assurait hier cependant que le plan A tenait la route.

Si le NON entreprend sa campagne dès ce soir en amenant sa caravane dans l'est du Québec, le OUI démarre lentement et se contentera cette semaine de quelques activités.

OPAQUE  
EXTENSIBLE  
RÉSISTANT  
CONFORTABLE

## LE COLLANT MICROFIBRE

7.59 • RÉG. 9.50\*

Rabais de 20% sur le collant très opaque exclusif pour la contemporaine.  
Microfibre nylon et lycra 70 deniers. Noir, ombre, nacre, minuit. Tailles 1-2-3.

Bas Contemporaine®

la maison  
**simons**  
PLACETTE FOY GALERIES DE LA CAPITALE

\* Le prix régulier suppose le prix indiqué en article est habituellement vendu chez Simons et n'est pas une indication du prix auquel tout vendeur le vendra. Les prix sont en dollars.

# LA CAPITALE

## ET SES RÉGIONS

### Hôtel de ville ou château?

Le complexe administratif de Sainte-Foy ne laisse personne indifférent

BENOÎT ROUTHIER  
Le Soleil

■ SAINTE-FOY — Certains en parlent comme du château de la mairesse, d'autres expliquent que c'est un édifice normal, mais fait pour durer et aux formes originales.

Chose certaine, le complexe administratif que la ville de Sainte-Foy est en train de construire sur la route de l'Église, à l'intersection d'Hochelaga, ne laisse personne indifférent.

D'aucuns parlent de la mégalomanie de M<sup>me</sup> Andrée Boucher, d'autres racontent que c'est un bel édifice qui donne de la fierté aux Fidécens.

L'opposition parle surtout d'une orgie de dépenses.

Le représentant du SOLEIL s'est rendu sur les lieux la semaine dernière.

C'est à tout le moins imposant. Le complexe abrite déjà la sécurité publique et la construction de l'hôtel de ville est réalisée à 80 %, selon M. Denis Lefrançois, qui assure la maîtrise d'oeuvre pour la ville.

Bien que les lieux ne soient encore qu'un immense chantier, déjà le visiteur se rend compte de la grandeur du hall d'entrée. Grandeur rendue plus vaste parce que le hall traverse l'hôtel de ville de part en part; une personne peut entrer par l'avant et ressortir par l'arrière en arrivant dans un parc enjôlé d'un péristyle, c'est-à-dire une colonnade formant portique qui peut être utile en temps de pluie. On retrouve une colonnade en avant, mais celle-ci n'est que décorative.

Des ouvriers sont à construire ces colonnades et d'autres s'affairent aux divisions à l'intérieur de l'édifice, tandis que d'autres sont à réaliser l'aménagement paysager avec arbres, fleurs et trottoirs. La construction sera terminée à Noël, assure M. Lefrançois. L'a-



L'aménagement extérieur coûtera à lui seul 1,3 million \$. Les fonctionnaires déménageront en avril 1996.

meublement entrera en février ou mars et le déménagement des fonctionnaires... et des élus, est prévu pour le début avril. L'échéancier est respecté.

42 350 000 \$

Selon M. Lefrançois, le poste de police avec la caserne de pompiers a nécessité des déboursés de 17 825 000 \$, alors que l'évaluation était de 17 900 000 \$.

La construction de l'hôtel de ville était évaluée à 19 650 000 \$ et la hausse du prix de certains matériaux a fait grimper le coût de cette deuxième partie du projet à 21 710 000 \$.

L'aménagement extérieur nécessitera des dépenses totales de 1 300 000 \$ et l'ameublement, entre 1,2 et 1,5 million \$, pour un grand total de 42 350 000 \$.

Le premier projet de la mairesse Boucher était évalué à 44 474 000 \$. Mais il comprenait environ 525 cases de stationnement souterrain et ce nombre a été ramené à 350.

Le seul conseiller de l'opposition, M. Jean Normand, dit que 175 places de stationnement de moins, ça devrait signifier 3,5 millions \$ de moins.

Il ajoute que l'administration de M<sup>me</sup> Boucher revient au projet initial qui avait été refusé par la population à l'occasion d'un référendum.

M. Normand trouve que le projet est beaucoup trop gros. « Il y aura beaucoup d'espace inoccupé et nous aurons pu loger nos fonctionnaires à un bien meilleur coût si nous avions acheté l'édifice où loge l'hôtel de ville actuellement. Surtout le plus beau terrain de

la ville et le plus cher aurait pu servir à autre chose. »

M. Normand refuse de parler du caractère architectural de l'édifice, de son aspect.

M. Lefrançois reconnaît qu'il s'agit d'un édifice qui sort de l'ordinaire. Mais il ajoute : « C'est comme ça que doivent être faits les édifices publics. Ils doivent être faits pour durer. »

Il explique toutefois que l'édifice est loin d'être une orgie de dépenses. Il est fait avec des matériaux bien simples : béton, brique, verre.

Ce qui donne du caractère à cet édifice, selon M. Lefrançois, c'est ses formes originales. Mais « ça ne joue pas pour la peine sur les coûts, car elles sont coulées en usine. Ça signifie entre 5 et 7 % de plus environ. »

RIMOUSKI

### L'ancien ministre Marc-Yvan Côté achète une pourvoirie Un domaine de 200 km<sup>2</sup>

ERNIE WELLS

Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — L'ex-politicien Marc-Yvan Côté, un passionné des activités de chasse et de pêche, est sur le point de faire l'acquisition de la pourvoirie Le Chasseur, située à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Rimouski.

M. Côté, qui agit comme consultant pour les ingénieurs conseils Roche et associés de Québec, fait partie d'un groupe d'au moins trois actionnaires dans l'achat de cette pourvoirie avec M. Gaston Turcotte, du groupe Roche, et le pourvoyeur Roch Roy, de Cap-Chat, de la pourvoirie du Bloc Faribault.

Le groupe a déposé une promesse d'achat à cours des derniers jours et la prise de possession officielle serait le 8 novembre.

La pourvoirie Le Chasseur est la propriété depuis 1989 de M. Régis Sirois, de Rimouski. Occupant un territoire de 200 kilomètres carrés avec droits exclusifs de chasse et de pêche, la pourvoirie, qui borne la réserve faunique de Rimouski et la Zec du Bas-Saint-Laurent, est reconnue pour l'importance et la qualité de son cheptel original avec un succès de chasse annuel de 100 %.

En plus d'un immense pavillon aussi accessible l'hiver aux motoneigistes, la pourvoirie compte 22 chalets dispersés sur le territoire qui est sillonné par une rivière à saumon, la Kedgwick.

Originaire de Sainte-Anne-des-Monts, les passions pour la chasse et de la pêche de Marc-Yvan Côté sont connues de tous ses proches. C'est d'ailleurs dans la pratique des activités de pêche du saumon et de la chasse du gros gibier comme l'orignal, que l'ex-ministre de la Santé et des Services sociaux y trouvait le repos et la quiétude en dehors des longs et lourds débats publics.

« LE RÊVE DE MA VIE »

« Je suis très heureux de cette entente. C'est le rêve de ma vie de m'occuper enfin de chasse et de pêche. J'avais souhaité avoir le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, que j'ai eu trois jours, sans que personne ne le sache. »

La pourvoirie Le Chasseur est un véritable joyau de chasse et de pêche. S'il n'y a pas de pépin majeur, l'affaire sera conclue le 8 novembre », de nous confier l'ex-ministre.

Marc-Yvan Côté entend développer les activités de la chasse de l'ours noir, de l'orignal et du cerf, ainsi que la pêche du saumon et de la truite. « Nous avons déjà des contacts avec des Américains et des Français. Quand on regardera le chemin parcouru par cette pourvoirie dans trois ans, ça sera très édifiant », a lancé le futur pourvoyeur.

Top secret : il a déjà eu le MLCP pendant trois jours !

### Notre photographe retrouve deux ados disparus

CATY BÉRUBÉ  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Deux garçons de 13 ans, partis camper depuis samedi, ont déclenché des recherches policières d'envergure en ne revenant pas de leur expédition en forêt à l'heure prévue hier. Les deux amis, qui ont probablement donné quelques cheveux blancs de plus à leurs parents, ont été retrouvés sains et saufs vers 18 h.

Les deux jeunes chasseurs, qui habitent la rue Carré Duclaux, dans le quartier Les Saules, étaient partis camper dans une zone boisée, près de la rivière Saint-Charles.

Il semble, selon une adolescente habitant le quartier, que plusieurs jeunes se promènent souvent dans ce secteur.

Les deux garçons, des « maniaques de la forêt », avaient promis à leurs parents d'être de retour pour midi, hier. Le père de l'un d'eux, voyant que son garçon ne revenait pas, a décidé de partir à sa recherche en après-midi. Il s'est rendu à l'endroit où devaient normalement se trouver les deux garçons, mais ces derniers n'y étaient pas.

Inquiet, il a appelé la police, qui a organisé une battue en forêt. Les recherches, qui ont duré près de deux heures,

ont nécessité l'intervention d'un maître de chien.

C'est finalement un photographe-pigiste qui collabore avec LE SOLEIL, René Mathieu, qui se trouvait dans le secteur, qui a aperçu les deux garçons, en face du 5290, rue Banville. Ils marchaient dans la rue, leur équipement de camping au dos, poussant un panier d'épicerie contenant leur matériel de chasse.

DEUX LIÈVRES !

Tout sourire, ils ignoraient que leur retard ait pu causer pareille inquiétude. Ils ne comprenaient pas pourquoi la police était à leurs trousses.

Les deux jeunes intrépides étaient même plutôt fiers de leur expédition, et, surtout, de leur prise : deux lièvres !



Ils marchaient dans la rue, poussant un panier d'épicerie contenant leurs lièvres.

36 mois seulement... C'est plus LOGIQUE que de financer 5 longues années AILLEURS!

CAVALIER 95



36 mois seulement  
\*Transport et préparation inclus  
72 000 km prévus au bail, taxes en sus

232\$  
par mois

252\$  
par mois

285\$  
par mois

LUMINA VAN 95



7 pass., 6 cyl.,  
7 sièges indépendants  
À partir de

16 995\$

\*Transport et taxes en sus

Le plus vaste choix en province

Avant d'acheter comparez les prix

MARLIN

Chevrolet - Oldsmobile Inc.

2145, boul. Charest Ouest,  
Ste-Foy, Québec

Tél.: (418) 688-1212

Pour ne pas dépenser inutilement... le choix à faire est évident!

## QUÉBEC



COLLABORATION SPÉCIALE RENÉ MATHIEU

## Véhicule en feu

Une automobile a pris feu sur l'autoroute Laurentienne direction nord, à la hauteur de la sortie Jean-Talon, vers 13h hier. L'incendie, qui n'a fait aucun blessé, a complètement détruit le véhicule. La circulation a été perturbée par l'incident, causant un refoulement jusqu'au boulevard de l'Atrium. C.B.

## À cause des pommes...



LE SOLEIL, JEAN VALLIÈRES

Des dizaines de personnes ont profité hier de la belle journée d'automne pour aller cueillir des pommes à l'île d'Orléans. La grande affluence a provoqué d'importants ralentissements de la circulation, notamment sur le boulevard Sainte-Anne, à l'approche de la bretelle menant au pont de l'île. C.B.

## PORTNEUF

## Les coprésidents sont connus

Le camp du OUI dans Portneuf a fait connaître ses deux coprésidents, au cours des derniers jours. Il s'agit de Danielle Du Sablon et Laurier Gauthier. Native et résidente de Saint-Casimir, Mme Du Sablon est maître photographe. « Au départ, je ne voulais pas m'impliquer mais le besoin de changement au Québec m'a stimulée à accepter la coprésidence, a-t-elle mentionné. » Pour sa part, Laurier Gauthier est maire de Saint-Basile paroisse depuis 1977. M.G.

## SILLERY

## Quatre blessés

Quatre personnes ont été légèrement blessées lors d'une collision survenue au coin du boulevard Laurier et de l'avenue Maguire. Trois véhicules ont été impliqués dans cet accident, qui s'est produit vers 17h15 hier. C.B.

## BEAUMONT

## Mérite historique

Les membres de la Société historique de la Côte-du-Sud étaient réunis à Beaumont, hier, pour rendre hommage à M. Rosaire St-Pierre, choisi lauréat du Mérite historique 1995. Âgé de 76 ans, M. St-Pierre participe depuis une trentaine d'années à la conservation et la protection du patrimoine architectural de la paroisse de Beaumont. M. St-Pierre, considéré comme une véritable encyclopédie sur l'histoire des familles de la région, a livré plusieurs batailles pour éviter la démolition des richesses du régime seigneurial français. Sa plus grande victoire a été la revitalisation du vieux presbytère incendié de Beaumont, dont les murs de pierres dataient de 1722. Ce bâtiment qui fait aujourd'hui la fierté des citoyens de Beaumont abrite la bibliothèque municipale. S.F.

## SAINTE-FOY



LE SOLEIL, GILLES LAFOND

## 600 marcheurs pour Rêves d'enfants

Environ 600 marcheurs ont pris part, hier, à la sixième présentation du Marche-dons au profit de la Fondation canadienne Rêves d'enfants. Partis de Place Laurier, les participants ont marché 5 km dans les rues de Sainte-Foy. D'autres activités se sont déroulées simultanément sur la Côte-de-Beaupré, à Chicoutimi, Rimouski et Shawinigan. Au total, 91 472 \$ ont été amassés sur un objectif de 100 000 \$. F.P.

## LORETTEVILLE



LE SOLEIL, GILLES LAFOND

## Le foyer a 25 ans

Le foyer de Loretteville a fêté hier son 25e anniversaire. Dans son allocution, le directeur général Jocelyn Richard a souligné que plusieurs changements avaient marqué l'histoire de l'établissement et que rien n'était encore fini, à l'aube de son intégration au centre hospitalier Chauveau et à l'heure du virage ambulatoire. Il a procédé à la coupure du ruban, en compagnie de la première résidente du foyer, Mme Thérèse Noreau, de la présidente du conseil d'administration, Denise Robitaille, et de la vice-présidente de la Régie régionale, Francine Gagnon.



**47% DES QUÉBÉCOIS PRÉFÈRENT LE SALÉ.**

Êtes-vous de type salé ou sucré? Quand on pose la question aux Québécois, 34% avouent avoir un gros faible pour le sucré alors que 47% ont plutôt tendance à préférer le salé. Doit-on en conclure que les 10% des répondants qui affirment n'avoir aucun penchant particulier n'ont pas de goût?

**METRO**  
PROFESSION:ÉPICIER

Métro: une grande variété de biscuits salés et sucrés.

## EN BREF

**VAL-BRILLANT**  
Projet de casino  
privé pour le  
Village-vacances

Le projet de casino que comptent présenter les actionnaires du Village-vacances de Val-Brillant au gouvernement du Québec et à la Régie des alcools, des courses et des jeux gagne de nombreux appuis dans la vallée de la Matapédia, dont le support unanime des membres de la MRC de cette région. Une pétition portée à l'attention des clients du village-vacances est également permise de recueillir plusieurs centaines de signatures en faveur de l'instauration d'un casino à Val-Brillant. La Chambre de commerce d'Amqui donne également son appui au groupe, qui a acheté l'an passé l'ex Village Bourg-Brillant, qui compte dix condominiums, huit chalets et quatre chambres situées dans le bâtiment d'accueil. « Des appuis entrent à tous les jours. Les propositions qui arrivent sont toujours adoptées de façon unanime. Si tout le monde dans la Matapédia exige le casino, le milieu politique devra nous l'accorder. C'est le gouvernement qui décide », explique Roger Provencher, directeur du village-vacances. Le pouvoir politique a effectivement beaucoup à dire dans les décisions d'implantation de casinos, de l'aveu même de la Régie des alcools, des courses et des jeux. « On reçoit les décisions du conseil des ministres », note Carole Cliche, de cette régie. G.G.

**Insatiable**

1999999

Quand on aime, on ne compte pas. Et la Grand Am est vorace.  
Freins ABS aux quatre roues, sacs gonflables et poutrelles de protection latérales,  
elle dévore les kilomètres en toute sécurité.



**GRAND AM PONTIAC**  
LA PASSION DE CONDUIRE

# Rentrée des classes

**T**oc, de son surnom, écrit des poèmes. Il m'a montré son cahier. La mort coule dans mes veines Comme une rivière polluée Le cœur plein de haine Sans chance d'y remédier

(Extrait de *Fléau meurtrier*)

*Vie de chienne*

*Et sans merci*

*M'en mettre plein les veines*

*Pour que ce soit fini*

(Extrait de *Contrôle sale*)

Je vais vous raconter un miracle.

Toc, aujourd'hui 21 ans, est né en Gaspésie, d'une mère qu'il ne pensait même pas avoir, à force de grandir chez des belles-mères, dans des centres d'accueil... ou dans des prisons. C'est son frère qui la lui met un jour sur son chemin. Mais juste pour éviter de passer une nuit dehors. Rien à voir avec les grandes retrouvailles de Claire Lamarche.

Son père, musicien de métier et joyeux garnement de tempérament, aura trois autres femmes, six enfants connus, et bien des maîtresses.

C'est la deuxième épouse, la première belle-mère, qui élève principalement Toc. Elle l'élève à coups de menaces, de mépris, de claques, de privations et de mains suspendues au-dessus des ronds de poêle. Durant que des oncles et d'autres proches le violent à qui mieux mieux, dès quatre ans. Ils sont parfois à six à l'enculer l'un à la suite de l'autre.

« J'ai longtemps checké *Aurore l'enfant martyre*, raconte Toc. Quand j'ai finalement vu le film,

j'ai découvert que ce n'était rien à côté de mon affaire. »

A 13 ans, out! Le p'tit gars décampa. Assez, c'est assez. Il a à peine terminé l'école primaire, mais estime que l'enfer ne peut pas être pire dans la rue.

De 13 à 21 ans, lisez bien: de 13 à 21 ans, il vit gelé continuellement. Il avale tout ce qu'il trouve, se pique avec tout ce qui peut rentrer dans une seringue. Sans compter l'alcool, bien sûr: il se prostitue, principalement avec des hommes, il vole, il se bat, se fait battre surtout. Il en a des marques partout, entre ses tatouages.

« Je me prépare à passer mon premier Noël dehors en huit ans, dit Toc. J'angoisse quasiment, tellement j'ai pas l'habitude. C'était en tôle ou dans les centres d'accueil. »

Comment il a commencé la drogue? « Quand j'ai fait mon premier client, il m'a offert de me payer avec de la dope. Pour ne pas trahir mon jeune âge, pour montrer que j'en avais vu d'autres, j'ai dit: bien sûr. Ce fut le plongeon dans le grand trou. »

Il a fait le tour des prisons: Bordeaux, Québec, Rimouski, etc., pour vol, recel, violence, trafic de stupéfiants. Il a fait le tour des centres de désintoxication: Jean-Lapointe, Espoir-Jeunesse, Second Souffle, Portage.

Il a tenté de mourir à plusieurs reprises. Seul l'acharnement d'amis à le conduire à l'hôpital a



Alain Bouchard

« Je sais que c'est fou de dire ça, poursuit Toc, mais d'une certaine façon, la dope et la violence m'ont permis de me rendre jusqu'ici. Autrement, je me serais pendu et cette fois, sans me manquer. C'était trop cruel, trop souffrant ce que je trainais en moi. »

Ça l'est toujours.

Mais il a recommencé à voir son père, maintenant rendu à Lévis; c'était plus que le temps, l'homme est atteint du cancer Et il se conditionne à bientôt écrire une longue lettre à cette belle-mère qui l'a torturé. Pour tenter de liquider des choses. « Pour sortir le mauvais, pour me débarrasser, dit Toc. Pour qu'elle s'excuse tout au moins. Je ne peux plus garder tout ça sur mes épaules. »

Toc a les yeux vifs comme un chat, écrit comme s'il était étudiant en littérature, fait le drôle à coups d'espagnol plus ou moins figolé; no problème! lance-t-il régulièrement. C'est ce qu'il a maintenant choisi de dire: no problème! Même s'il ne le pense pas tout le temps. « Parce qu'il

m'arrive encore de péter ma coche. Et là, c'est pas beau. » *Péter sa coche*: expression de la rue qui veut dire perdre la boule.

Et même quand il ne perd pas la boule, il paye souvent pareil. « Juste à voir la police, je chie dans mes culottes », dit-il. Et juste à le voir, la police tressaille dans les siennes. Lors de la dernière empoigne de la Saint-Jean, rue du même nom, Toc s'adonnait à passer par là. Allez hop! Embarque! Il a pris 500 \$ d'amende... ou 49 jours de travaux communautaires dits compensatoires. À 650 \$ de bécasse par mois, devinez ce qu'il a choisi.

Il se dépêche de les compléter. Parce que lundi prochain, c'est la rentrée des classes.

Toc est inscrit à Louis-Joliet, pour raccrocheurs, après un énorme black-out de huit ans. Il a le trac. Se demande ce qui va se passer. Mais s'accroche.

« Je suis tanné de recommencer à zéro. Non, je devrais plutôt dire: de piétiner en bas de zéro. J'ai des rêves. Je veux un métier. Les seuls moments où j'ai eu un peu d'argent, dans ma vie, c'est quand je vendais de la poudre. »

Ce n'est pas tout. Toc vient d'apprendre qu'il a maintenant l'hépatite C. « Mais c'est le sida que je pensais d'avoir. C'est pour ça qu'avais passé les tests. Fait que... »

Toc retourne à l'école, lundi prochain. Voilà le miracle.

Croisons-nous les doigts tous ensemble.

**Dernière heure: Toc vient de trouver son chum pendu au bout d'une corde. Croisons-nous les doigts encore plus fort.**



Plusieurs toutous ont participé, hier sur les Plaines, aux « pattes de l'espoir », une activité de financement de la Société canadienne du cancer.

## Les pattes de l'espoir

FRANÇOIS POULIOT  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Accompagnées de leur toutou, près d'un millier de personnes ont pris part, hier sur les Plaines, au troisième marchathon « les pattes de l'espoir », activité de financement de la Société canadienne du cancer.

« C'est notre meilleure année. L'an dernier, nous avions eu environ 700 marcheurs. Il faut dire que cette année, la température a été remarquable », a indiqué la coordonnatrice régionale de la Société, Nichole Laderoute.

L'activité devrait, selon elle, rapporter 15000 \$. Cette somme sera utilisée pour la poursuite de la recherche contre le cancer, mais aussi dans les soins aux personnes qui en sont atteintes.

### DIX REJETONS

C'est en famille que se sont effectués les dix kilomètres de la marche. Black Jack, le berger allemand de Manon Savard, avait par exemple amené avec lui sa dizaine de rejetons.

Il y avait aussi non loin, Buton et Mimi, deux Teckel à poil long. « Un de nos amis est décédé du cancer l'an dernier. Il adorait ces chiens-là. C'est en pensant à lui qu'on les a amenés faire la promenade », ont en chœur indiqué Danielle Rochon et Gilbert Leblond.

### LÉVIS ET CHARNY

## Carrier-Perreault s'oppose à la fusion des deux hôpitaux

LÉVIS — La députée des Chutes-de-la-Chaudière, Denise Carrier-Perreault, s'oppose à la fusion de l'Hôtel-Dieu de Lévis et du centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) Paul-Gilbert à Charny. Elle n'en favorise pas moins la conclusion d'ententes entre les deux hôpitaux pour réduire certaines dépenses.

« On n'est pas obligé de se marier pour s'entendre, pour collaborer. Les deux établissements peuvent réaliser des économies sans renoncer à leur autonomie », a-t-elle indiqué.

M<sup>me</sup> Carrier-Perreault estime qu'une telle fusion risque de causer les mêmes insatisfactions d'avoir un seul CLSC pour les deux MRC des Chutes-de-la-

Chaudière et Desjardins (Lévis). Elle croit plutôt en une formule de souveraineté-partenariat entre les deux hôpitaux de la Rive-Sud. En d'autres termes, ce qui est bon pour les CLSC devrait l'être pour les hôpitaux.

Comme le propose la Régie de la santé dans son document de consultation, la députée des Chutes-de-la-Chaudière est favorable à un regroupement entre le CLSC de Saint-Romuald et les services cliniques de Paul-Gilbert dans un souci d'une plus grande efficacité.

De son côté, la direction de Paul-Gilbert n'a pas fermé la porte à aucun des modèles, soit celui de la fusion avec l'Hôtel-Dieu de Lévis et celui d'un regroupement avec le CLSC.

### MÉDIÉVALES

## D'Anjou ne touchera plus aux gros sous

GUY BENJAMIN  
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le nom de Rémy D'Anjou restera associé aux Médiévales de Québec, mais son rôle sera celui d'un concepteur, d'un responsable de la programmation. Tout l'aspect administration lui sera retiré.

M<sup>e</sup> Georges Parent a promis que le conseil d'administration des Médiévales exercera un plus grand contrôle sur les finances de la fête, alors que M<sup>e</sup> Pierre Gaudreau, président de *Gestion trois fois plus*, prendra en main les questions budgétaires impliquant sa compagnie. En clair, Rémy D'Anjou, directeur général des Médiévales, ne négociera plus aucun contrat.

« Rémy est un excellent vendeur, un animateur hors-pair. Il faut penser aux finances, mais les finances, c'est d'abord une fête », mentionne M<sup>e</sup> Gaudreau. Et il continue à croire que Rémy D'Anjou est celui qu'il faut pour faire un succès de la fête sur le plan artistique.

M<sup>e</sup> Gaudreau et Rémy D'Anjou sont des partenaires à l'intérieur de la compagnie *Gestion trois fois plus*. D'ailleurs, précise le président de la compagnie, Rémy D'Anjou reçoit son salaire de *Gestion trois fois plus*, et non pas des Médiévales. Même chose pour les dépenses du directeur général. Il voyage aux frais de *Gestion trois fois plus*. « C'est la raison pour laquelle je supervise les déplacements. »



M<sup>e</sup> Georges Parent (à gauche) exercera un meilleur contrôle sur les finances, tandis que M<sup>e</sup> Pierre Gaudreau réprendra de « Gestion trois fois plus ».

M<sup>e</sup> Gaudreau n'endosse pas à 100 % les gestes de son partenaire. « Il a signé des contrats dont j'ignorais l'existence et que je ne suis pas certain de respecter. » Il ne veut pas non plus jeter tout le blâme sur son partenaire. À plusieurs reprises au cours de l'entretien, M<sup>e</sup> Gaudreau a fait son mea culpa. « Si nous avons été des gestionnaires parfaits, il n'y aurait aucun déficit et nous ne serions pas ici. »

Il ne croit pas que la réputation des gestionnaires soit entachée au point de faire fuir les principaux commanditaires. Cela même s'il admet « qu'une réhabilitation est à faire et que des lacunes importantes sont à corriger ».

M<sup>e</sup> Gaudreau n'a pas caché son agacement devant l'opinion publique négative alimentée notamment par l'animateur André Arthur. « Il a créé un re-

mous épouvantable. Nous avions tout le monde sur le dos. » Il ne comprend pas pourquoi à Québec les organisateurs de fêtes populaires se retrouvent sous les feux de la rampe à la moindre occasion, tandis qu'à Montréal, personne ne fait état d'un déficit de 400 000 \$.

Peu de changements sont à prévoir dans l'entourage des Médiévales. La compagnie *Gestion trois fois plus* continuera à faire confiance à Rémy D'Anjou pour la programmation de la fête, tandis que le conseil d'administration des Médiévales continuera à confier à cette compagnie l'organisation et le financement des prochaines Médiévales, certifie le président du conseil d'administration, M<sup>e</sup> Georges Parent. Tout au plus, le contrat pourrait être révisé.

Nouvelle édition 1995-1996

Séminaire de vente stratégique<sup>MD</sup>

## « Augmentez vos ventes »

Roger St-Hilaire

**Faites comme 59 000 personnes depuis 23 ans et apprenez comment :**

- Conclure vos ventes
- Vendre votre personnalité
- Répondre aux objections des clients
- Planifier vos entrevues de vente
- Justifier vos prix
- Argumenter et convaincre vos clients
- Communiquer avec vos clients
- Profiter davantage de votre temps de vente

Québec 10 et 11 octobre      Montréal 12 et 13 octobre

Informez-vous sur nos séminaires de gestion de vente, nos conférences et nos séminaires privés

Inscrivez-vous dès aujourd'hui, les places sont limitées

(418) 626-7498    1 800 463-7246

Cours de vente  
Roger St-Hilaire

8880, av. Trudelle, Charlebourg (Québec) G1G 5J7 Télécopieur: (418) 626-6264

Regardez l'émission « Le saviez-vous? » le dimanche à T.Q.S. (Québec à 11 heures). Surveillez le télé horaire

**SAAB 900 S 1995**  
 ✓ 5 portes Hatchback  
 ✓ 4 cyl. 2,3 L, 150 HP  
 ✓ Manuelle 5 vitesses  
 ✓ Entièrement équipée

LOCATION  
**393\$\* par mois**  
 incl. transport et prép.

\*Basé sur location de 36 mois, résiduel de 51% (900S), 59% (9000 CS). Comportant de 5000\$ ou échange équivalent. Taxe sur dépôt et mensualité en sus. 72 000 KM avec 4c KM excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit.

La Joconde, la 9<sup>e</sup> Symphonie, ...  
**SAAB, un autre grand classique!**  
 1995



**SAAB 9000 CS 1995**  
 ✓ 5 portes Hatchback  
 ✓ 4 cyl. Low Pressure Turbo  
 ✓ Automatique, 2,3 L, 170 HP  
 ✓ Entièrement équipée

LOCATION  
**499\$\* par mois**  
 incl. transport et prép.

**SAAB**  
 Ste-Foy

3330, rue Watt,  
 sortie Blaise-Pascal  
 (Voisin du Club Price)  
 (418) 653-1312

# LE QUÉBEC LE CANADA

## Le camp du NON courtise l'ADQ

L'opération est en cours depuis plusieurs mois dans la formation de Mario Dumont

VINCENT MARISSAL  
Le Soleil

■ MONTRÉAL — Après avoir concentré ses attaques sur le gouvernement Parizeau, le camp du NON cible maintenant Mario Dumont. Le chef de l'ADQ a jeté le programme politique de son parti par-dessus bord, selon Daniel Johnson, qui a ouvertement invité les membres de l'ADQ à rejoindre la coalition du NON.

Le chef du NON a profité de son discours de clôture du conseil général du PLQ, hier à Montréal, pour tendre la main aux adéquistes déçus par l'union Bouchard-Parizeau-Dumont.

« Vous avez le droit de faire partie du comité du NON, et nous vous souhaitons la bienvenue », a lancé M. Johnson à l'intention des membres de l'ADQ.

D'après les renseignements recueillis par LE SOLEIL auprès d'un organisateur en chef du camp du NON, l'opération récupération des électeurs de l'ADQ ne date pas d'hier.

« C'est devenu public aujourd'hui, mais ça ne veut pas dire que ce n'est pas venu avant sur le terrain, indique Pietro Perrino. Il y a des gens de l'ADQ qui vont nous donner un coup de main pour le NON. Il y en a déjà qui le font. »

Se basant sur les résultats les sondages des derniers mois, les libéraux estiment que 75 % des électeurs de l'ADQ sont fédéralistes et ils comptent bien exploiter la situation.

« Dans le dernier sondage, Mario Dumont a perdu le quart de sa base électorale, et ce n'est pas fini. Mario a sauté la clôture, mais les gens ne sont pas obligés de le suivre », souligne M. Perrino avec une évidente satisfaction.

Le chef de l'ADQ « a jeté aux poubelles » le concept du partenariat auquel il tenait tant, soutient le chef libéral, qui ne voit plus en Mario Dumont qu'un « péquiste orthodoxe ». Devant un parterre partisan de plus de 1000 personnes, M. Johnson a cherché à miner la crédibilité de Mario Dumont en lançant un appel à ses supporters.

« Vous avez lu ce qu'il a fait avec votre programme politique ? »

À la veille de prendre la route pour le début de la campagne, les tenants du NON sont gonflés à bloc. À un point tel que la députée de Marguerite-Bourgeoys, Lisa Frulla, les a mis en garde

contre tout excès de confiance.

### DÉGELÉE MONUMENTALE

Mais Jean Charest et Lucienne Robillard promettent déjà une dégelée monumentale au OUI. Le président de Standard Life, Claude Garcia, est venu, quant à lui, dire, à la grande satisfaction de l'auditoire, qu'il ne faut

pas seulement gagner le 30 octobre, mais il faut écraser (le OUI).

Lucienne Robillard, a pour sa part promis à Lucien Bouchard « une victoire du NON telle, que vous ne pourrez plus tenir de référendum ».

Mme Robillard avait également un message pour le chef du camp du OUI: « Vous vous êtes trompé, M. Parizeau, les Québécois considèrent que ce grand pays leur appartient », a-t-elle clamé.

Le chef du parti conservateur a, à sa façon, prédit lui aussi la victoire du NON en parlant du rôle futur de Lucien Bouchard.

« Notre caméléon se prépare à une nouvelle transformation. Il commence à préparer ses lendemains de référendum perdu, il commence à préparer l'opinion publique à son nouveau rôle à Ottawa. Après avoir dit que ce système (le fédéralisme) ne marchait pas, il commencerait à dire, dès le 31 oc-

tobre, qu'il est bien obligé de rester. »

Encore une fois, les conséquences économiques d'un OUI étaient à l'ordre du jour du rassemblement libéral.

« Ce n'est pas faire peur, mais faire preuve de gros bon sens que de refuser de s'embarquer à l'aveuglette dans une aventure dont les seules conséquences prévisibles sont de provoquer une crise politique et économique sans précédent au pays », a affirmé Lucienne Robillard.

Par ailleurs, les tenants du NON ont voulu démontrer que le projet souverainiste appartient désormais à une autre époque.

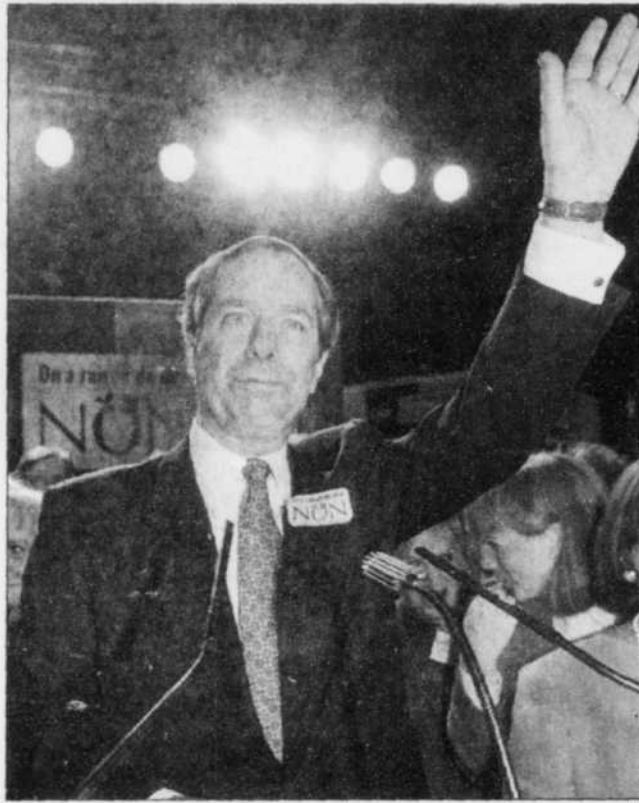
Le projet de M. Parizeau va à l'envers de l'histoire, a ainsi résumé Daniel Johnson.

« Les tenants du OUI nous présentent exactement le même choix qu'en 80, ajoute Mme Robillard. Et pourtant, le monde à l'extérieur de nous a changé depuis 15 ans. Ce n'est pas un projet d'avenir dans le monde moderne d'aujourd'hui. »

Paradoxalement, les leaders du NON ont présenté leur analyse historique de façon à faire porter aux chefs souverainistes le chapeau de défenseur du statu quo.

Pour Jean Charest, Jacques Parizeau n'a que le mot souveraineté à la bouche et il le ressort continuellement tel une solution miracle à tous les maux du Québec.

« Le statu quo, depuis 30 ans, n'est pas du côté du fédéral, il est du côté de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard », conclut le chef conservateur.



Le chef du NON, Daniel Johnson

## Le OUI marque des points dans le clan fédéraliste à Québec

Bernard Landry apostrophe Laurent Beaudoin

FRANÇOIS POULIOT  
Le Soleil

■ QUÉBEC — « Laurent Beaudoin dit que le Québec n'est pas assez grand pour permettre à une multinationale de se développer. Il semble avoir oublié que Bombardier est un enfant de la solidarité et du nationalisme québécois. Si on n'avait pas donné le contrat du métro de Montréal à sa compagnie, sans appel d'offres, et si la vente de Canadair avait fait l'objet d'enchères internationales, je me demande bien si la multinationale Bombardier serait ce qu'elle est. »

De passage au lancement de la campagne du OUI dans la région de Québec, le vice-premier ministre Bernard Landry s'est livré, hier, à une charge en règle contre certains porte-étendards du NON, membres de la communauté des affaires.

Réunis au Vieux-port pour une croisière sur le Louis-Joliette, quelque 1000 militants ont assisté avec entrain à son élan oratoire et à celui de trois transfuges fédéraux.

Le président de SNC-Lavalin, Guy St-Pierre, a reçu quelques flèches pour s'être servi de l'exemple de la Yougoslavie afin d'illustrer que les compagnies québécoises pourraient avoir de la difficulté à faire des affaires outre-

frontière. « Lorsqu'il lie la Yougoslavie au projet québécois, il ne parle pas avec sa tête. Le Québec est la quinzième puissance économique du monde », a lancé le vice-premier ministre.

L'entrepreneur beauceron Placide Poulin est également passé dans la moulinette du ténor péquiste. Le grand patron de Maax, à Sainte-Marie, qui avait déclaré croire « au statu quo évolutif », s'est fait demander ce qu'il pensait de « l'immobilité dynamique ».

« Statu quo évolutif » ou « immobilité dynamique »

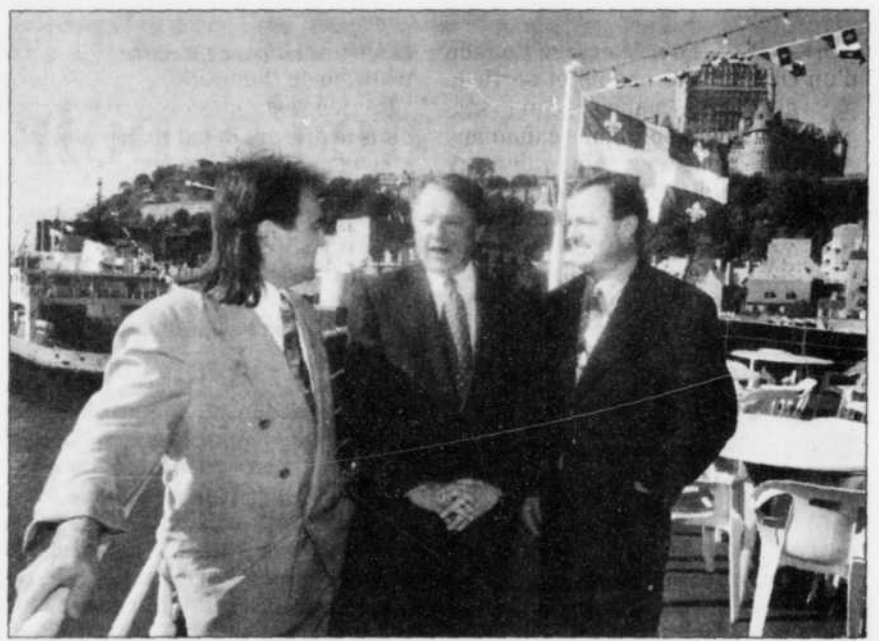
Interrogé sur la requête des libéraux, qui réclament avec insistance la publication de l'offre de partenariat que Québec fera au Canada, M. Landry a indiqué qu'elle était déjà publiée. « L'offre est dans la loi et l'entente du PQ, du BQ et de l'ADQ. Elle est aussi élaborée que le traité de Rome qui a donné naissance à l'Union économique européenne. Le reste est affaire de négociations et ils le savent. »

### CHANGEMENT DE CAMP

En marge de l'allocation de Bernard Landry, le camp du OUI a profité du ralliement d'hier pour présenter la brochette de ses co-présidents et co-présidentes de campagne dans les 11 comtés de la région de Québec et les huit circonscriptions de Chaudière-Appalaches.

Au nombre de ceux-ci, on retrouve l'ancien ministre Rodrigue Biron et la constitutionnaliste Nicole Duplé dans Jean-Talon, de même que l'ex-conseillère à la Ville de Québec, Winnie Frohn, dans Taschereau.

La présidence de la campagne pour la région de Québec a été confiée à Michel Lessard, président du Conseil central des syndicats nationaux de la région de Québec depuis 1991.



Le vice-premier ministre Bernard Landry a participé, hier, au lancement de la campagne du OUI à Québec, en compagnie des présidents régionaux Michel Lessard et Gaston Gourde.

Celle de la région Chaudière-Appalaches est sous la responsabilité de Gaston Gourde. L'ancien député fédéral de Lévis avait voté en faveur du rapatriement unilatéral de la constitution en 1981 et était conseiller juridique du NON dans sa circonscription en 1980.

« Ça se guérit », a-t-il lancé, en expliquant ne plus croire à la possibilité pour le Québec d'en venir à un consensus avec le reste du Canada, en tant que province.

Tout comme d'ailleurs la constitutionnaliste Nicole Duplé, ancienne candidate libérale fédérale en 1988. L'ensei-

gnante de l'université Laval a invité la population à ne pas croire le discours libéral. « Il est faux de dire que l'on veut se séparer du Canada. On veut bâtir un Québec souverain et négocier une nouvelle union enfin librement consentie. »

Outre monsieur Gourde et madame Duplé, l'ancien président de l'aile québécoise des jeunes libéraux fédéraux, Jean-François Simard, a lui aussi livré un plaidoyer en faveur de la souveraineté. « Je viens d'une famille de rouges. À 16 ans mon grand-père m'a fait cadeau de mes cartes de membre des deux partis », a-t-il confié.



PONTIAC BUICK GMC LTÉE

## Trouvez l'ERREUR

dans la photo

**À GAGNER**

**24 SOUPERS AU RESTAURANT**

**POUR 2 PERSONNES**

qui seront attribués dans chacun des 24 commerces participants

**UN GRAND PRIX DE**

**1000 \$ EN BONS D'ESSENCE**

attribué parmi tous les coupons reçus

**COMMENT PARTICIPER :**

Entre le 5 septembre et le 2 octobre, Le Soleil publiera la photo de l'un des 24 commerces participants. Sur la photo d'aujourd'hui, une partie de la structure du commerce a été modifiée. En vous rendant sur place, il vous sera facile de trouver l'erreur.

Il vous suffit de remplir le coupon ci-dessous, d'encercler l'erreur sur la photo et de déposer le tout dans la boîte prévue à cet effet chez le commerçant dont la photo est publiée.

**Tirages le 10 octobre à 14 heures.**

Encerclez l'erreur sur la photo et **DÉPOSEZ VOTRE COUPON**

**CHEZ : CARTIER PONTIAC BUICK GMC, 1475, Pie-XI Sud, Val**

**Bélair 847-6000**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Tél. rés. \_\_\_\_\_ bur. \_\_\_\_\_

**LE SOLEIL**

# Johnson veut que Chrétien participe à la campagne référendaire

MONTREAL (PC) — Le chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson, s'attend à ce que le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, participe d'une manière ou d'une autre à la campagne référendaire sur l'avenir du Québec. «C'est un ajout; c'est un actif», a-t-il déclaré hier.



Le chef du PC Jean Charest partagera également la tribune référendaire.

«M. Chrétien devrait participer. Il est député de Saint-Maurice et premier ministre du Canada. Ça le préoccupe au plus haut point. On peut prédire qu'il fera partie de la campagne», a souligné M. Johnson en n'écartant pas de se retrouver à une même tribune que le chef du gouvernement fédéral. Jusqu'à présent, les deux hommes ont pris soin de garder leurs distances dans le débat référendaire.

M. Johnson, dont la campagne débute officiellement ce soir, participait hier soir à Montréal à l'émission «L'Événement» du réseau TVA. Il était flanqué de Lucienne Robillard, porte-parole fédéraliste pour le NON, et de Jean Charest, chef du Parti conservateur.

Le journaliste Stéphan Bureau a vainement tenté de coincer ses invités en faisant ressortir leurs différences fondamentales. Il a ainsi confronté M. Johnson à des propos passés de M. Chrétien, pas toujours tendres à l'endroit du Québec. M. Johnson n'a pas été ému. «Vos violons sont bien accordés», a conclu le journaliste.

Les invités de «L'Événement» ont refusé de promettre quoi que ce soit aux Québécois s'ils votaient NON. «Le 30 octobre, il n'y a aucun programme politique sur la table. Il y a la question de Jacques Parizeau», a déclaré M. Johnson, qui tentait visiblement, hier, de prendre sa place de chef du Comité du NON, devant un Jean Charest plutôt volubile.

«Le patron du Comité du NON, c'est lui», a d'ailleurs souligné Mme Ro-

billard en précisant que M. Chrétien et elle recevaient leurs instructions du premier ministre provincial.

Mme Robillard a elle aussi été très prudente sur la position de son gouvernement vis-à-vis du Québec. «Nous sommes ouverts à voir l'évolution qui se produit au pays présentement.» Mais d'abord et avant tout, ils veulent bloquer M. Parizeau qui veut «briser le pays».

M. Charest pourrait lui aussi se retrouver à la même tribune que M. Chrétien d'ici au référendum. «Ça ne me dérange pas. Il y a des enjeux qui dépassent la partisanerie politique (...) Le 31 octobre, la partisanerie reprendra à la Chambre des communes.»

M. Johnson estime que «nous nous dirigeons vers des changements». À son avis il y aura décentralisation du pays et un gros défi fiscal à relever. Le chef du Parti conservateur retient pour sa part de ses pérégrinations à travers le pays que plusieurs veulent des changements dans le sens d'une diminution de pouvoirs centraux. Les changements forceront Ottawa «à rentrer dans ses terres», croit M. Charest.

# Vaste décentralisation pour sauver le pays

TORONTO — Pour sauver le Canada d'un OUI au référendum et sortir le pays de la crise financière qui le secoue, les leaders politiques canadiens devraient s'engager dans une vaste opération de décentralisation, estime l'auteur Gordon Gibson.

Dans un essai qui vient de paraître aux éditions Key Porter et qui s'intitule «Trente millions de musketeers», l'ancien chef libéral de la Colombie-Britannique devenu chercheur à l'Institut Fraser considère la décentralisation comme la «seule solution» à la crise financière et politique qui affecte le pays.

«Que nous le voulions ou non, nous devons changer et nous décentraliser», écrit-il. Selon lui, le référendum québécois est l'occasion tout indiquée pour amorcer cette réforme.

Sensible à la mémoire du référendum de 1980, «où un moment magique a été perdu» pour le camp du NON, M. Gibson poursuit: «S'il n'y a pas de mandat de décentralisation attaché à la victoire du NON, Ottawa aura la même marge de manoeuvre que Pierre Trudeau au lendemain du vote de 1980

(...) Ce sera perçu comme une autre trahison du Québec.»

L'auteur est toutefois conscient que dans le présent débat référendaire, la stratégie des leaders Jean Chrétien et Daniel Johnson consiste plutôt à ne rien proposer comme solution de rechange au OUI. «Ils sont dans une position impossible», explique l'auteur. «On ne les croit tout simplement pas s'ils proposaient des changements.»

Dans le cas de Daniel Johnson, M. Gibson rappelle qu'il n'a même pas réussi à obtenir la juridiction de la main-d'oeuvre pour combattre «les séparatistes» lors de l'élection de 1994.

Aussi, devant cette situation, l'auteur croit que les seuls politiciens en mesure de livrer des promesses de changement sont les premiers ministres des autres provinces canadiennes — comme Mike Harris de l'Ontario et Ralph Klein de l'Alberta — et, peut-être, Preston Manning. «Ils ont plus de crédibilité qu'Ottawa. Ils devraient prendre un engagement solide, du genre: si les Québécois votent NON, nous ferons de la réforme du fédéralisme une priorité», suggère-t-il.

# L'assurance-chômage à nouveau dans le collimateur d'Axworthy

MONTREAL (PC) — Les critères d'admissibilité au régime d'assurance-chômage seraient fortement resserrés et pénaliseraient bon nombre de travailleurs, selon un document confidentiel du cabinet du ministère du Développement et des Ressources humaines de Lloyd Axworthy rendu public par le président de la CSN, Gérald Larose.

Qualifiant les propositions d'Ottawa de «coup de force dans les programmes sociaux», M. Larose a exhorté hier le premier ministre Jean Chrétien d'indiquer immédiatement aux Québécois, en pleine campagne référendaire, ce que le fédéral entend faire dans ce domaine.

La centrale estime que les suites qui seront données à la réforme Axworthy et au dernier budget Martin sont des éléments faisant partie intégrante du débat référendaire. Gérald Larose s'inquiète aussi de ce qui attend les programmes de pensions de vieillesse et de transferts aux provinces. De là la nécessité de tenir un débat clair avant le référendum sur l'ensemble de la question des programmes sociaux. «De plus en plus de gens dans le camp du NON disent que la souveraineté en-

trainera des pertes importantes. Des documents comme celui-ci prouvent exactement le contraire, dit le président de la CSN. On a des preuves que des réformes fédérales annoncées sont déjà toutes cogitées.»

Le document fédéral indique que l'adoption de cette loi pourrait être reportée de cinq à six mois après octobre, s'inquiète la CSN. «Si ses intentions (du fédéral) sont de refiler ses responsabilités, en matière de protection sociale, aux travailleurs, aux chômeurs et aux provinces, il doit le dire immédiatement», poursuit M. Larose.

Selon le document obtenu, les principales nouvelles mesures d'admissibilité seraient les suivantes:

—faire passer le nombre d'heures minimales travaillées de 15 à 35 par semaine, pour une période allant de 14

à 20 semaines suivant le taux de chômage régional;

—réduire la durée maximale des prestations de 50 à 45 semaines;

—pour les personnes ayant reçu plus de 10 semaines d'assurance-chômage au cours des cinq dernières années, abaisser le taux de 1% par tranches de 10 semaines de prestations, jusqu'à un maximum de 10%. Dans un cas extrême, cela représente une réduction des prestations de 55 à 45%;

—faire passer de 63 570 \$ à 42 380 \$ le seuil des revenus admissibles à un remboursement, par le bénéficiaire au ministère, de 30% des prestations reçues durant une année.

Pour la CSN, la première mesure affecte directement les travailleurs à statut précaire (saisonnier, surnuméraire, etc.) et en majorité des femmes. «Lorsqu'il avait annoncé sa réforme, le ministre Axworthy avait dit que la réalité de l'emploi avait changé et qu'il fallait modifier le régime d'assurance-chômage en tenant compte des statuts précaires. On fait exactement le contraire; on les sort du régime», a indiqué M. Larose.

## AUCUN DANGER!

<p><b>LOCATION: 55\$</b> par mois* (taxes, transport et préparation)</p>	<p><b>1995\$ ou 409\$</b> par mois* (taxes, transport et préparation)</p>
<p><b>13795\$ ou 289\$</b> par mois* (taxes, transport et préparation)</p>	<p><b>19495\$ ou 383\$</b> par mois* (taxes, transport et préparation)</p>
<p><b>14995\$ ou 289\$</b> par mois* (taxes, transport et préparation)</p>	<p><b>13995\$ ou 267\$</b> par mois* (taxes, transport et préparation)</p>

**SEULEMENT: 333\$** par mois\* (taxes, transport et préparation)

**7 PASSAGERS**

Aucun risque de vous tromper en achetant ou louant un véhicule GM chez nous.

Mais il serait dangereux de ne pas profiter de ces conditions exceptionnelles dues à la liquidation de notre inventaire 1995...

### giguère

PONTIAC BUICK CADILLAC CAMIONS GMC

375, boulevard Hébert, Québec (face à Place Fleur-de-Lys) 529-6551

\* SUNFIRE: financement de 60 mois pour 14 422 \$ avec une obligation totale de 12 130 \$. Valeur garantie sans obligation de 4225 \$. Frais de crédit de 5100 \$. 24 000 km gratuits par année. OUI du kilomètre excédentaire. Taux de 9,2%. Buick GM transport, préparation et taxes inclus. FIREBIRD: financement de 60 mois pour 21 645 \$ avec une obligation totale de 17 195 \$. Valeur garantie sans obligation de 4350 \$. Frais de crédit de 5773 \$. 24 000 km gratuits par année. OUI du kilomètre excédentaire. Taux de 9,2%. Buick GM transport, préparation et taxes inclus. REGAL: financement de 60 mois pour 22 195 \$ avec une obligation totale de 22 301 \$. Valeur garantie sans obligation de 4925 \$. Frais de crédit de 7271 \$. 24 000 km gratuits par année. OUI du kilomètre excédentaire. Taux de 9,2%. Buick GM transport, préparation et taxes inclus. TRANSPORT: financement de 60 mois pour 21 555 \$ avec une obligation totale de 22 301 \$. Valeur garantie sans obligation de 4925 \$. Frais de crédit de 7271 \$. 24 000 km gratuits par année. OUI du kilomètre excédentaire. Taux de 9,2%. Buick GM transport, préparation et taxes inclus. SONOMA: financement de 60 mois pour 16 700 \$ avec une obligation totale de 10 450 \$. Valeur garantie sans obligation de 6250 \$. Frais de crédit de 5575 \$. 24 000 km gratuits par année. OUI du kilomètre excédentaire. Taux de 9,2%. Buick GM transport, préparation et taxes inclus. \* Tous les prix de vente sont taxes, OUI et préparation inclus, sans et préparation en sus. (Photos à titre indicatif). \*\* Location pour 36 mois avec option d'achat de 5447,50 \$.

**Pour VENDRE ton AUTO**

LES ANNONCES CLASSÉES

**686-3311**

**À VENDRE Loué à 100%**

Immeuble de 8250 pi ca. Construit en 1994, locaux: incluant clinique médicale et pharmacie. Baux de 5 à 10 ans, revenu net, net, net de 102 900 \$.

**Contactez le 628-5677**

## VIENNENT DE PARAÎTRE...

12 bulletins...

L'avenir dans un Québec souverain

<p><b>Bulletin 1</b> • Le commerce avec un Québec souverain: les États-Unis favorisent la continuité</p> <p><b>Bulletin 2</b> • Souveraineté du Québec - Le contrôle complet de la fiscalité ouvre des perspectives nouvelles</p> <p><b>Bulletin 3</b> • Les transferts fédéraux vus par un économiste de l'Université de Montréal - Le Québec a perdu plus de 11 milliards \$ au cours de la décennie 1983-1993</p> <p><b>Bulletin 4</b> • Le partage des actifs et de la dette révèle un déficit d'actifs de 23,9 milliards \$ pour le Québec</p> <p><b>Bulletin 5</b> • L'indicateur de développement humain - Le haut taux d'analphabétisme déloge le Canada de la première place du classement de l'ONU</p> <p><b>Bulletin 6</b> • Les PME réorientent davantage leurs activités dans un axe nord-sud depuis 1989</p> <p><b>Bulletin 7</b> • Le Québec ne compte que 20 % des emplois fédéraux; cela facilitera leur intégration à un Québec souverain</p> <p><b>Bulletin 8</b> • Le Québec ne dispose que de 13 % du personnel et des contrats fédéraux en matière scientifique</p> <p><b>Bulletin 9</b> • Montréal a consolidé les emplois de sièges sociaux à compter de 1986</p> <p><b>Bulletin 10</b> • Indépendamment des choix politiques du Québec; seule une politique laitière commune peut protéger la stabilité des marchés du Québec et du Canada</p> <p><b>Bulletin 11</b> • Solidarité et productivité caractérisent l'industrie agroalimentaire du Québec</p> <p><b>Bulletin 12</b> • L'agriculture en Amérique face aux nouvelles règles internationales: l'année 1998 marquera la réouverture des accords commerciaux entre pays</p>	<p><b>Étude 1</b> • Avis sur les accords conclus avec les États-Unis - 48 pages - 4,95 \$</p> <p><b>Étude 2</b> • Le transfert au Québec de tous les champs d'imposition fédéraux - 88 pages - 8,95 \$</p> <p><b>Étude 3</b> • Les transferts fédéraux-provinciaux au Canada - 48 pages - 5,95 \$</p> <p><b>Étude 4</b> • Le partage des actifs et des passifs du gouvernement du Canada - 88 pages - 8,95 \$</p> <p><b>Étude 5</b> • L'indicateur de développement humain de l'ONU: le concept et son usage - 76 pages - 7,95 \$</p> <p><b>Étude 6</b> • La souveraineté et les PME - 76 pages - 7,95 \$</p> <p><b>Étude 7</b> • La souveraineté du Québec et l'économie outaouaise - 124 pages - 10,95 \$</p> <p><b>Étude 8</b> • La science et la technologie dans un contexte souverainiste - 100 pages - 9,95 \$</p> <p><b>Étude 9</b> • Les sièges sociaux et la souveraineté du Québec - 56 pages - 6,95 \$</p> <p><b>Étude 10</b> • L'avenir de la production laitière dans un Québec souverain - 36 pages - 4,95 \$</p> <p><b>Étude 11</b> • L'industrie agroalimentaire: profil, marchés, interventions - 80 pages - 8,95 \$</p> <p><b>Étude 12</b> • L'impact des nouvelles règles commerciales internationales sur l'agroalimentaire - 96 pages - 9,95 \$</p>
---	---

Ces études sont rendues publiques par le Secrétariat à la restructuration du ministère du Conseil exécutif. Elles sont en vente dans le réseau Les Publications du Québec.

Vente et information: (418) 643-5150 (sans frais): 1-800-463-2100

## 60% des détaillants prêts à vendre des cigarettes aux moins de 18 ans

OTTAWA (PC) — Bien que la loi fédérale l'interdise, environ 60% des détaillants sont prêts à vendre des cigarettes aux moins de 18 ans, révèle une étude menée à la grandeur du Canada. L'étude a été réalisée par la Société canadienne du cancer, qui a envoyé des volontaires de 16 ans dans quelque 500 points de ventes choisis au hasard dans 10 villes. Ces tests ont permis de démontrer que les jeunes se font rarement demander une preuve de leur âge lorsqu'ils veulent acheter des cigarettes.

Et même lorsqu'une telle preuve est exigée, et que le marchand peut voir que le jeune a bel et bien moins de 18 ans, cela n'empêche pas toujours ce jeune de pouvoir acheter des cigarettes, ajoute l'étude. « Cette étude démontre que le système qui est supposé protéger les jeunes des avances que leur font les compagnies de tabac ne fonctionne pas », déclare Les Hagen, de la Société canadienne du cancer.

L'étude a permis de découvrir des avertissements concernant l'interdiction de vendre du tabac aux mineurs dans 69% des commerces, mais 62% d'entre eux ont tout de même laissé les mineurs en acheter. Pour la Société canadienne du cancer, la seule façon de s'assurer de l'application de la loi est une vérification périodique des commerces. Des inspecteurs fédéraux font déjà de telles vérifications en Alberta et en Saskatchewan, selon un autre porte-parole de la Société, Maurice Gingues.

## Les soeurs Dionne abusées par leur père



PHOTO PC

Les trois soeurs survivantes des quintuplées canadiennes Dionne ont affirmé que leur père avait abusé d'elles sexuellement pendant leur enfance, samedi, alors qu'elles participaient à l'émission *Raison Passion*, sur les ondes de Radio-Canada. Les soeurs Dionne, nées en 1934 dans une famille pauvre, étaient le premier cas connu au monde de quintuplés ayant survécu. Le gouvernement de l'Ontario, qui les avaient prises sous sa tutelle judiciaire, les avaient exhibées de leur famille, et les avaient exhibées devant le public. Puis, à l'issue d'une bataille de neuf ans, leur père, Oliva, avait retrouvé la garde des cinq soeurs. C'est alors, selon Annette Dionne, qu'il a commencé à abuser d'elles sexuellement, généralement en les emmenant l'une après l'autre faire un tour en voiture. Lorsque les fillettes se sont confiées à l'aumônier de leur école, lui faisant part du comportement incestueux de leur père, le prêtre s'est contenté de leur recommander de « continuer à aimer leurs parents et de porter un manteau épais pour les excursions en voiture », selon Annette Dionne. À la question de savoir pourquoi elles avaient attendu si longtemps avant de raconter leur histoire, Annette a répondu : « Nous sommes arrivées à un stade où nous pouvons nous libérer nous-mêmes du passé ».

## Pas de voyage de noces pour le motard

■ MONTRÉAL (PC) — Un membre des Death Riders de Laval qui s'est marié samedi n'aura pas eu le temps de consommer son union aux îles Hawaï comme il le projetait. Il a été écroué par les policiers de Laval au sortir de sa noce.

Sylvain Saint-Pierre, 33 ans, dit « le Mexicain », n'avait sûrement pas prévu une telle fin pour son mariage. Il devra se présenter devant un juge du palais de justice de Laval pour faire face à une accusation de bris de condition. « Nous avons bien saisi le message de samedi du ministre de la Sécurité publique Serge Ménard, a dit hier le lieutenant Michel Cousineau de la police de Laval. Le prévenu était en libération conditionnelle en attendant de subir son procès pour une affaire de voies de fait sur un policier, a précisé le policier. Une des conditions de sa libération était de ne pas se trouver avec des individus possédant un casier judiciaire. »

Ce n'était pourtant pas ce qui manquait parmi les 140 invités au mariage, parmi lesquels figuraient des membres en règle des Death Riders et des Evil Ones de Drummondville, en plus des sympathisants des deux groupes.

La police de Laval avait été prévenue samedi par la Sûreté du Québec que « le Mexicain » se mariait à l'église Saint-Vincent-de-Paul. « En raison du climat de violence qui prévaut actuellement dans ce milieu, nous avons pris la décision d'encadrer l'événement afin de sécuriser les lieux », a déclaré le sergent Réjean Simard.

Cette présence policière s'est poursuivie lorsque les invités se sont déplacés au sous-sol de l'église Saint-Gilles pour y faire la noce. Un premier motard, Dominic « Spag » Disalvo, 30 ans, a été appréhendé. Il était recherché en vertu d'un mandat.

En fouillant au centre de renseignements policiers du Québec, les policiers ont découvert que le marié était en liberté conditionnelle depuis cet été. Sylvain Saint-Pierre avait été accusé de voies de fait sur un policier de la Sûreté du Québec de Saint-Eustache pour un incident survenu à la fin de janvier et il avait été arrêté quelques mois plus tard.

## Neuf morts accidentelles ce week-end

■ MONTRÉAL (PC) — Au moins neuf personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec, au cours de la fin de semaine.

Un garçonnet de 10 ans a été happé par une fourragère vers 15h30, hier, sur la ferme familiale de ses parents, à Saint-Alexis-des-Monts, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Trois-Rivières. Gilbert Perreault a subi un arrêt cardiaque.

Hier vers 13h00, un homme et une femme sont décédés sur la route 640 Ouest à Lachenaie, près de Montréal, après que le véhicule à bord duquel ils voyageaient eut fait une embardée, frappé un garde-fou et soit allé s'immobiliser dans une rivière. La police n'avait pas révélé l'identité des victimes, hier soir, les familles n'ayant pas encore été informées.

Deux bambins d'une même famille de Beauport, Félix et Xavier Bouchard, âgés de deux ans et deux mois, ont perdu la vie de façon tragique samedi vers 16h50, lorsque le véhicule dans lequel ils prenaient place, stationné en bordure de la route 175, dans le parc des Laurentides, a été embouti à l'arrière par une autre automobile.

Samedi matin, Linda Langlois, 34 ans, et Claudette Martin, 45 ans, toutes deux de Rimouski, sont décédées lorsque leur voiture a été heurtée par un camion venant de brûler un feu de circulation, à Rimouski.

Une adolescente de 15 ans, Natacha Bergeron, de Petit-Saguenay, dans la région de Chicoutimi, a été tuée vendredi vers 22h40 lorsqu'elle a été heurtée par une voiture sur la route 170, près de chez elle. La jeune fille marchait le long de la route.

Toujours vendredi soir, un autre adolescent de 15 ans, Jonathan Quirion, de Bridgeville, non loin de Percé, est mort après avoir été renversé par une automobile sur la route 132.

# SEARS

Attendez-vous à plus

## Rabais 30% sur une sélection de soutiens-gorge et sous-vêtements de maintien Warner's<sup>MD</sup>



Sauf "Not So Innocent Nudes".  
Le choix peut varier selon les magasins.  
Boutique sous-vêtements pour femmes



## Rabais 40%

Bas Secret<sup>MD</sup> "Si mince"

en paquet de 3 paires  
Bas-culotte à panneau amincissant pour le ventre et culotte de maintien.  
Sears ord. 22,50, Paq. .... 13,50  
Des couleurs peuvent manquer dans certains magasins

Prix en vigueur du 25 septembre au 1er octobre 1995, dans la limite des stocks disponibles

SEARS  
Attendez-vous à plus

Les mentions "Ord." ou "Étalé" de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-9727, Laval: 682-1200, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Ste-Marthe-sur-le-Lac: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, Rouyn-Noranda: 797-2321, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1994, Sears Canada Inc.

Tous les articles ou dimensions annoncés dans cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

## LE MONDE

## Accord Israël-OLP

L'autonomie palestinienne s'étendra en Cisjordanie

■ TABA, Égypte (AFP, Reuter) — Israël et l'OLP ont conclu hier un accord étendant l'autonomie en Cisjordanie, où des Palestiniens vont pour la première fois de leur histoire être responsables de leur vie quotidienne.

L'accord prévoit que l'armée israélienne évacue, dans les six mois, six grandes villes de Cisjordanie occupée. Mais elle se maintiendra dans certains quartiers de Hébron, où vivent 400 colons juifs.

Les Palestiniens de Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-est éliront en 1996 un Conseil de l'autonomie auquel Israël va transférer une série de pouvoirs civils, selon l'accord.

Le chef de l'OLP Yasser Arafat et le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres ont bouclé l'accord après des négociations qui auront au total duré un an et demi, dont un sprint final de huit jours et huit nuits à Taba, en Égypte.

Les négociateurs en chef, l'Israélien Uri Savir et le Palestinien Ahmed Koreï (Abou Alaa), ont paraphé le document de 450 pages. « C'est pour cela que nous avons passé toutes ces nuits et ces jours, regardez combien il y a de pages », a déclaré M. Arafat en brandissant l'épais document.

Le texte doit être solennellement signé jeudi à Washington, où le président américain Bill Clinton a annoncé qu'il inviterait des dirigeants du Moyen-Orient. « Ceci est un bon jour pour la paix au Moyen-Orient et un bon signe pour des progrès futurs », a déclaré M. Clinton.

Une intervention de dernière minute de hauts responsables américains a permis à M. Arafat et Peres de surmonter leurs dernières divergences, à la veille du Nouvel An juif.

Le Conseil national de l'autonomie créé par l'accord sera doté de certains pouvoirs législatifs et exécutifs. Il sera élu 22 jours après la fin du premier redéploiement militaire israélien



Le président de l'OLP, Yasser Arafat, et le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, étaient tout sourire, hier, après la signature du document sur l'extension de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie.

en Cisjordanie, soit aux alentours de mars prochain. La police palestinienne, 12 000 hommes au total, se déploiera dans les zones évacuées progressivement par l'armée.

Israël conservera néanmoins la responsabilité de la « sécurité globale » en Cisjordanie et pourra y maintenir ses 130 000 colons. L'État hébreu s'est engagé à libérer un millier de détenus palestiniens à l'occasion de la cérémonie de signature jeudi à Washington, mais M. Arafat n'a pas pu obtenir un engagement ferme d'Israël à relâcher l'ensemble des 6 000 prisonniers.

Selon la Déclaration de principes sur l'autonomie signée en septembre 1993

à Washington par Israël et l'OLP, les élections palestiniennes auraient déjà dû avoir lieu en juillet 1994. Mais des attentats intégristes, qui ont fait des dizaines de morts côté israélien, et les réticences d'Israël à retirer son armée des villes de Cisjordanie occupée, ont longtemps retardé la conclusion d'un accord.

Son application sur le terrain va être particulièrement ardue en raison de sa complexité et de la vigueur des oppositions, des colons et de la droite israélienne ainsi que des intégristes palestiniens.

Le porte-parole des colons de Cisjordanie Aharon Domb, qui habite Hébron, a d'ores et déjà prédit « un bain de sang » en Cisjordanie. Pour leur part, la Syrie, la Libye et les partis radicaux palestiniens basés à Damas le qualifient de « désastre ».

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache et le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine (FDPLP) de Nayef Hawatmé avaient déjà condamné l'accord quelques heures avant son paraphe à Taba.

Cet accord « divise Hébron et la Cisjordanie en points de rassemblement arabes cernés par les forces de sécurité israéliennes. Les Palestiniens sont menacés par un véritable désastre », a-t-il souligné.

Le porte-parole du FDPLP, Daou'od Talhami, a déclaré enfin que le refus d'Israël de déplacer les 400 colons juifs qui vivent à Hébron, au milieu de 130 000 Arabes, était un stratagème lui permettant de garder la haute main sur cette ville-symbole, qui abrite les tombeaux des patriarches bibliques Abraham, Isaac et Jacob.

**Les radicaux palestiniens qualifient l'entente de « désastre » et les colons juifs parlent de « bain de sang »**

## Sarajevo pose des conditions à sa participation à la réunion de New York

■ NEW YORK (AFP) — Le ministre bosniaque des Affaires étrangères, Mohammed Sacirbey, a annoncé hier que Sarajevo n'excluait plus de participer à la réunion tripartite sur la Bosnie prévue demain à New York, mais posait des conditions à sa participation.

M. Sacirbey, dans un communiqué publié hier soir à Washington, a précisé avoir reçu des instructions en ce sens du président bosniaque, Alija Izetbegovic, qui avait dans un premier temps annoncé le refus de Sarajevo de participer à la réunion.

Le ministre bosniaque des Affaires étrangères a souligné que le président Izetbegovic lui avait demandé de poursuivre des négociations en vue de la tenue de la réunion, qui doit rassembler les chefs de la diplomatie de Croatie, Bosnie et Yougoslavie (RFY - Serbie et Monténégro) en présence de représentants du groupe de contact

(États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie).

Le communiqué de M. Sacirbey fait état d'un document négocié vendredi dernier 22 septembre avec les États-Unis et accuse les Serbes d'avoir rejeté ce document. « Si la partie serbe continue de rejeter le document du 22 septembre, ajoute-t-il, nous ne serons pas en mesure de parvenir à un accord pour la réunion de mardi ».

« Considérant que la partie serbe n'a pas répondu positivement à nos propositions constructives concernant des applications ultérieures des principes signés à Genève, notre ministre

des Affaires étrangères a reçu instruction de ne pas participer » à la réunion de New York, a affirmé un plus tôt dans la journée la radio bosniaque, citant un communiqué de la présidence.

La déclaration quasi-simultanée à Zagreb du président croate Franjo

Tudjman annonçant la prochaine « libération de Vukovar », en Slavonie orientale, le dernier territoire croate encore occupé par les Serbes séparatistes, semblait compromettre encore plus la tenue de cette réunion devant regrouper les parties en conflit dans l'ex-Yougoslavie.

Les efforts diplomatiques déployés par M. Holbrooke semblaient hier soir être vains. Mais Washington nourrissait malgré tout l'espoir de tenir la réunion avec toutes les parties concernées. M. Holbrooke a demandé à deux de ses collaborateurs actuellement à Belgrade de se rendre à Sarajevo aujourd'hui pour tenter de faire débouquer la situation.

L'accord conclu à Genève le 8 septembre prévoit un découpage de la Bosnie entre la fédération croato-musulmane et une « République serbe », qui auraient respectivement 51 et 49 % du territoire.

Selon Sarajevo, cet accord « prévoyait des garanties que, dans le futur État de Bosnie, il n'y aurait pas de sécession d'une ou plusieurs parties de son territoire ». Il s'oppose ainsi à une union future entre la Serbie et les Serbes de Bosnie.

**Sarajevo craint une future confédération serbe**

## Balladur redevient député

■ PARIS (AFP) — L'ancien premier ministre français Édouard Balladur a facilement retrouvé hier, avec près de 70 % des voix, son siège de député à l'Assemblée nationale, lors d'élections partielles qui ont vu le succès de deux de ses anciens ministres et l'échec d'un troisième.

M. Balladur, qui se présentait à Paris sous l'étiquette RPR (néo-gaulliste), avait été battu en mai à l'élection présidentielle, à l'issue d'un duel fratricide avec Jacques Chirac, membre de la même formation politique et vainqueur final de l'élection.

Désireux de retrouver son siège de député, M. Balladur s'est à nouveau présenté devant les électeurs du 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, à l'occasion d'une série de législatives partielles.

Il a été contraint d'affronter un second tour, un nombre insuffisant d'électeurs ayant voté lors du premier tour pour assurer le quota légal nécessaire à son élection. Il l'a finalement emporté sans difficulté hier avec 68,55 % des suffrages, contre 31,45 % à son adversaire socialiste.

Deux des anciens ministres de M. Balladur, dont l'ancien responsable du budget Nicolas Sarkozy qui se présentait à Neuilly, dans la banlieue de Paris, ont été également élus. La surprise est venue de l'échec de l'ancien ministre de la Coopération Bernard Debré, frère de l'actuel ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré, battu de 326 voix par un socialiste dans sa circonscription d'Indre-et-Loire (centre).

Des élections avaient également lieu hier pour renouveler le tiers du sénat, l'autre chambre du parlement. Les formations de droite l'ont globalement emporté, en dépit d'une poussée des candidats socialistes, notamment à Paris. La

## Zurich continuera de financer ses Églises

ZURICH (AFP) — Les habitants de Zurich, la capitale financière de la Suisse, ont voté hier à une large majorité contre une séparation de l'Église et l'État dans leur canton.

Les Zurichois vont ainsi continuer à payer un impôt finançant les trois Églises reconnues : réformée, catholique romaine et catholique chrétienne (culte séparé du catholicisme romain).

Les habitants de Zurich ont refusé par 64,8 % des voix un projet qui aurait obligé les Églises à se transformer en associations de droit privé pour trouver de nouveaux revenus. Elles ont perçu quelque 307 millions \$ l'an dernier au titre de l'impôt.

C'est la deuxième fois que les Zurichois repoussent une telle initiative, après l'échec d'une première consultation en 1977. Seuls les cantons de Genève et Neuchâtel vivent en Suisse sous le régime de la séparation de l'Église et de l'État.

EN BREF

ALLEMAGNE

## Victoire de Kohl

La CDU (Union chrétienne démocrate), parti du chancelier Helmut Kohl, a remporté hier soir l'élection municipale de Bremerhaven (nord), avec 36,94 % des suffrages, soit un gain supérieur à 9 points par rapport aux dernières élections, en 1991. C'est la première fois depuis la fin de la guerre que la CDU gagne l'élection municipale dans cette ville de plus de 100 000 habitants, située sur la mer du Nord et avant-port de Brême. Le SPD (social-démocrate/opposition parlementaire) chute de plus de 10 points avec 29,70 % des voix (contre 39,90 en 1991). La CDU remporte 19 des 48 sièges et le SPD 16. Les Verts en obtiennent 6. Avec 3,92 %, le FDP (Parti libéral), partenaire de la coalition gouvernementale, n'en obtient aucun, tandis que des petites formations comme la DVU (Deutsche Volks Union) ou l'AFB (Arbeit für Bremerhaven) en obtiennent respectivement 3 et 4. (AFP)

ITALIE

## Andreotti à son procès

Demain s'ouvre le procès de Giulio Andreotti, l'homme qui a incarné un demi-siècle de vie politique italienne, et est accusé aujourd'hui d'avoir protégé la Mafia lorsqu'il était au pouvoir. Ce procès, que les journaux italiens appellent déjà « le procès du siècle » et le « Watergate italien », pourrait bien durer plusieurs années. Giulio Andreotti, interviewé hier a rejeté avec vigueur les charges qui pèsent contre lui. « Si quelqu'un peut prouver que j'ai levé le petit doigt pour aider un Mafieux ou pour bloquer une seule action contre la Mafia, je me couvrirai la tête de cendres. Mieux même, je veux bien être pendu », a-t-il déclaré. Celui qui a été sept fois président du conseil et est maintenant sénateur à vie devrait assister à l'ouverture de son procès, qui aura lieu dans une salle d'audience moderne et fortifiée construite à l'intérieur de la célèbre prison d'Ucciardone, à Palerme, pour les grands procès. (Reuter)

GRÈCE

## Sur l'île de l'Apocalypse

Dignitaires des églises chrétiennes, écologistes et membres du gouvernement se sont retrouvés hier sur l'île grecque de Patmos, l'île de l'Apocalypse où Saint Jean entrevit, il y a 1 900 ans, la fin du monde. La cérémonie a été présidée par le patriarche oecuménique des chrétiens orthodoxes, Bartholomée. La première dame des États-Unis, Hillary Clinton, n'a pas répondu à l'invitation qui lui était faite de se rendre sur l'île où Saint Jean s'exila en 95 après JC mais Washington a dépêché un représentant. Le Vatican, l'Église anglicane, l'ONU et l'Union européenne avaient également envoyé sur place des délégués. L'Apocalypse, dernier livre du Nouveau Testament attribué à l'apôtre Saint Jean, fournit une vision dramatique des catastrophes et des guerres qui marqueront la fin du monde. Le patriarche Bartholomée a lié cette révélation de Saint Jean aux désastres écologiques modernes et au développement des armes de destruction massives. (Reuter)

GRANDE-BRETAGNE

## Surprise !

De retour de vacances, un couple de retraités britanniques a trouvé son appartement HLM vidé de tous ses meubles, expédiés par erreur à la décharge, a annoncé hier un responsable du parc locatif. Quand Stan Muszynski et sa femme Barbara ont ouvert la porte, à leur domicile de Hammersmith, dans l'ouest de Londres, tout avait disparu, même les médailles de guerre qu'avait reçues l'ancien interné d'Auschwitz, âgé de 75 ans. En fait, des ouvriers de la société d'HLM avaient expédié le contenu de l'appartement qu'ils avaient confondu avec celui d'un autre habitant, décédé et sans famille, a expliqué Barry Simmons, directeur du parc locatif londonien, qui a reconnu que les responsables se sentaient « franchement navrés ». (Reuter)

# OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur GILBERT LACASSE

Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE

Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

## Quand des jeunes s'enlèvent la vie...

Dès qu'il est question de violence chez les jeunes, on pense aux actes de brutalité qu'ils commettent contre d'autres personnes. Or, au cours de la dernière décennie, ce n'est pas cette forme d'agressivité qui a progressé de façon significative chez les jeunes. C'est plutôt la violence dirigée contre eux-mêmes et dont la manifestation la plus connue est le suicide. La mort des jeunes obtenue par le suicide n'est pas rapportée dans les médias comme l'est leur décès causé par les accidents de la route. On garde l'impression que le fait de s'enlever la vie se produit rarement. Pourtant, la réalité est tout autre.

Dans une étude qu'il vient de publier, le Conseil permanent de la jeunesse du Québec dévoile l'ampleur de ce phénomène. Au cours des quatre dernières années, le nombre annuel de décès par suicide chez les jeunes s'est élevé en moyenne à 344. Ils représentent 30% des victimes du suicide, tandis que leur poids dans la population n'est que de 21%. Le suicide constitue la première cause de mortalité des Québécois de 15 à 29 ans.

Ce taux est nettement supérieur à la moyenne canadienne. Cette caractéristique distingue le Québec de la plupart des autres provinces et même des pays occidentaux. Le suicide « se rajeunit » au Québec, puisqu'une tendance à la hausse se manifesterait chez les 10-14 ans. Ces quelques données statistiques montrent l'importance d'agir. Certaines maladies, comme le cancer et le sida, ont mobilisé la population qui a entendu sonner l'alerte; toutes sortes d'événements ont eu lieu pour la sensibiliser et obtenir son appui aux mesures de prévention.

Or, on ne sent pas la même urgence d'agir dans le cas du suicide des jeunes. Non pas que rien ne se fasse pour prévenir les voyages sans retour; des programmes de prévention existent. Mais le grand nombre de suicides chez les jeunes met en doute l'efficacité de ces programmes. Que valent-ils? Atteignent-ils leur but?

Le suicide étant un sujet tabou, on imagine que les jeunes qui en parlent sont précisément ceux qui ne projettent pas de prendre le large. Ceux qui sont bien décidés à passer à l'action ne recherchent pas de l'aide et n'utiliseront pas les services d'écoute téléphonique.

La prévention pourrait être plus efficace si elle était dirigée vers les jeunes qui ont déjà attenté à leur vie ou qui présentent des signes dépressifs ou encore qui ont sombré dans la toxicomanie. L'étude des facteurs qui poussent un garçon ou une fille à mettre fin à ses jours peut aider à instituer des programmes efficaces de prévention.

Malgré toutes les explications qu'on donnera, le fait d'attenter à sa propre vie est l'expression d'un profond désespoir qui habite une multitude de jeunes. Le grand nombre de suicides chez les 15-29 ans met en cause notre société. Le Québec devrait faire un sérieux examen de conscience sur le type de société qu'il est en train de façonner.

Les valeurs d'autrefois ont été mises de côté sans qu'elles soient remplacées. Même des adultes se sentent dérivés devant l'absence de balises. Rien n'est permanent, tout est sans limites. Les jeunes éprouvent de l'insécurité, car les règles de vie sont peu claires. Le désarroi envahit plusieurs d'entre eux.

Le grand nombre de suicides met en cause la société



Jean Martel



CARREFOUR DES LECTEURS

### Combien de millions encore ?

Québec 2002 a déposé son bilan. Des revenus de 12 millions \$ et un surplus de 519 000 \$. En résumé, des déboursés de 11,5 millions \$ pour recueillir 6% des votes des décideurs du CIO. La majorité des Québécois intéressés furent plutôt déçus du résultat du vote, vu les nombreux éloges des membres invités, dont firent part les médias à l'époque. Pour sa part, Mme Lethernan, membre canadienne du CIO, considère que 7 votes pour les petits nouveaux, c'est très bien!

Il serait intéressant, à mon avis, de savoir, pour les différentes villes qui ont obtenu les Jeux dans le passé, le nombre de fois que « les petits nouveaux » ont dû refaire leur devoir et réinviter à coûts de millions les dignes décideurs du CIO! Ceci permettrait de pouvoir évaluer avec plus de « rigueur scientifique » combien de millions il faudra budgéter pour engraisser ces grosses putains avant de pouvoir être accepté.

Conrad Lortie, Beauport

### Les parasites

Vous revenez d'une soirée, un samedi soir, et vous avez un accident d'automobile. On vous transporte d'urgence à l'hôpital, où l'on constate que vous avez perdu beaucoup de sang. Le médecin communique avec le laboratoire pour vous faire préparer d'urgence des unités de sang. Dans ce cas comme dans bien d'autres, l'existence d'un laboratoire hospitalier qui fonctionne 24 heures sur 24 et sept jours par semaine, vous apparaît comme une nécessité.

En effet jamais les laboratoires privés ne pourront effectuer des analyses d'urgence avec la rapidité d'un laboratoire dans l'hôpital. Il faudra donc toujours maintenir des laboratoires en milieu hospitalier pour répondre à ces urgences. Depuis quelque temps, nous voyons apparaître des laboratoires privés, qui au lieu d'offrir de nouveaux services à la population, viennent plutôt doubler les services offerts. Qui plus est, ils font payer à la population, directement ou indirectement (augmentation des primes d'assurance), des services pour lesquels elle a déjà contribué par ses impôts.

En encourageant ces parasites du système hospitalier, la population gaspille son argent. Elle gaspille aussi des ressources tant humaines que matérielles qui existent dans les laboratoires hospitaliers et qui sont sous-utilisées. Aujourd'hui, les ressources dévolues au système de santé sont limitées. Avons-nous encore les moyens de gaspiller?

Michel Bellemare, Beauport

### OUI au Québec souverain

Tout individu doit devenir souverain dans sa vie. Tout peuple organisé doit vivre sur un sol souverain. Question de vérité. Réponse de vérité. OUI à la souveraineté politique du peuple québécois

- pour notre plus grand bonheur,
- pour plus de fierté, d'idées et d'idéal,
- pour le progrès de notre langue française,
- pour un meilleur rendement de notre école.

Le Québec veut être UN, et non plus un dixième. Un OUI fait partie de l'histoire de notre peuple qui veut devenir un pays indépendant, mais coordonné au Canada anglais, sinon, il sera juxtaposé. Bâtir notre pays, c'est une affaire de motivation. Sommes-nous motivés? OUI ou NON?

Jean-Louis Jobin, L'Ancienne-Lorette

### À propos de l'équité salariale

Lorsque Mme Gail Grant du Conseil du patronat du Québec suggère de régler l'équité salariale par le développement de l'égalité des chances en emploi, Mme Grant confond deux choses distinctes. Il existe depuis 1982 un chapitre dans la Charte des droits et libertés du Québec sur les programmes d'accès à l'égalité. Cette loi reconnaît à un tribunal les pouvoirs d'imposer un tel programme si une entreprise est reconnue coupable de discrimination dans l'emploi vis-à-vis un groupe de personnes.

Ceci est différent de l'équité salariale qui ne concerne pas l'accès au travail mais le travail lui-même. La question à se poser pour savoir s'il y a équité salariale est de se demander si une entreprise paye équi-

tablement tous ses emplois de bureau ou d'usine les uns par rapport aux autres. Cela sans égard si l'emploi est occupé par une femme ou un homme. On doit payer les gens pour ce qu'ils font et non pas pour ce qu'ils sont. Il est possible de mesurer la valeur relative des emplois par des méthodes par points et facteurs. Celles-ci sont recommandées par la Commission des droits de la personne. On peut alors ajuster le salaire des emplois qui ont obtenu une valeur comparable à d'autres emplois mieux payés. Ces ajustements dépassent rarement 3 à 4% de la masse salariale et peuvent être faits sur quelques années. L'équité salariale permettra de développer une rémunération juste et cohérente basée sur le travail et rien d'autre.

Claude Deschênes, Silery

### Cher docteur Rochon

Vous n'oubliez pas que les plus essentiels soins de santé se donnent toujours dans les hôpitaux, dans les espaces communautaires où l'on connaît par son prénom la réceptionniste qui vous reçoit, où l'on a déjà croisé l'infirmière qui vient vous panser?

Petit est synonyme d'économie. Mais à force de vivre dans les derniers beaux bureaux de notre société, certains « penseurs » de certaines « régions » oublient probablement qu'il n'y a que les vrais travailleurs qui acceptent de ramasser en souriant le vomit répandu sur les planchers par les malades de nuit. Même les gens des syndicats semblent avoir oublié cette vérité.

Si ce système de santé coûte cher, c'est qu'il a fini par infantiliser ses usagés. Si ce système de maladie coûte cher, c'est qu'il repose sur le faux mythe de la toute-puissante médico-technique. Si tout un système est en faillite, c'est qu'il est en partie l'oeuvre de politiciens qui n'ont eu que rarement le courage de leurs convictions. Si quelque chose doit être fermé dans notre région, ce n'est pas un petit hôpital extrêmement efficace.

Alors, cher docteur Rochon, comme vous jonglez encore avec le bon sens, je crois que vous laisserez vivre l'hôpital de Loretteville. Je sais que vous n'oubliez pas le pouvoir souterrain des gens ordinaires qui n'ont que leur instinct pour s'opposer aux injustices.

Jean Desy, médecin, Sainte-Foy

## Les Chicanos ne créeront pas de petits Québec au Texas

Le débat sur l'unilinguisme anglais refait surface aux États-Unis en cette pré-campagne présidentielle, comme si le pays risquait un jour de perdre son âme face à un afflux d'immigrants surtout hispanophones pour qui plusieurs administrations locales offrent des services bilingues. Le magazine U.S. News en fait sa couverture cette semaine, le New York Times y a consacré un éditorial la semaine dernière.

Même Bob Dole, le numéro un à ce jour des candidats républicains à la présidence, prend fait et cause la reconnaissance de l'anglais comme la seule langue officielle de son pays. Bill Clinton, lui, se tient coi. Mais en 1987, il a décrété l'Arkansas, dont il était gouverneur, officiellement unilingue.

Il ne faudrait pas une trop forte poussée de fièvre anti-immigration pour le convaincre d'étendre ses souhaits à l'ensemble des États-Unis.

Un politologue américain, Peter Skerry, vient pourtant, et heureusement, de déboulonner les fondements de cette thèse. Son *Mexican Americans\** rassure les plus frileux des solidisant patriotes américains: il n'existe aucun, absolument aucun risque que les Chicanos du Texas et les nouveaux venus de la Californie créent des petits Québec dans leur coin de terre.

Le séparatisme à la québécoise n'est aucunement dans l'air du temps, soutient Skerry, et deux fois plutôt qu'une. Son insistance à dissiper toute ressemblance entre les deux situa-

tions peut énerver le lecteur d'ici: il semble croire que tout trait distinctif d'une société mène à son exclusion du « mainstream » américain, ce en quoi il n'a pas tort, comme du « mainstream » canadien, là où il se trompe.

Le rêve américain de l'intégration et de l'assimilation des immigrants, soutient-il, se poursuit toujours avec les hispanophones malgré leur masse et leur concentration géographique.

Certes reproche-t-il à certains de leurs leaders une propension à définir les Chicanos comme une minorité défavorisée (à l'image des Noirs et des autochtones) alors que les faits rassemblés par Skerry démontrent avant tout un comportement de groupe ethnique à l'image des immigrants italiens d'une autre génération.

La question n'est pas de savoir si les hispanophones vont intégrer le « melting pot » national, soutient l'auteur. Ils le feront. Seules les conditions de leur assimilation (déjà en bonne voie) demeurent ouvertes à débat: 40% des Texans hispanophones utilisent présentement l'anglais comme langue de tous les jours, tandis qu'une majorité de leurs collègues de Californie approuvent le rejet du bilinguisme.

Skerry a analysé de manière plus pointue les cas de San Antonio, au Texas, et de Los Angeles, en Californie. Dans le premier cas, il décrit une communauté hispanophone de vieille souche formant à peu près la moitié de la population d'une agglomération de 1 million d'habitants, et qui se considère toujours discriminée.

Los Angeles offre un paysage différent: plus de 3 millions d'hispanophones composent 38% de la population (contre 9% seulement en 1960). Ils sont jeunes, de la première génération d'immigrants, et fort satisfaits de leur vie aux États-Unis. Les seuls problèmes dépendent du comportement des élites hispanophones qui jouent sur les facteurs de division, prétend Skerry, encouragés qu'ils sont par la culture politique américaine de soutien aux minorités de toute espèce. Car contrairement aux Québécois, les Chicanos veulent vivre en anglais.

\* Skerry, Peter. *Mexican Americans: The Ambivalent Minority*. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 468 pages.

# OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

## La vilénie du patronat

L'offensive du milieu des affaires se poursuit aujourd'hui: le Conseil du patronat présente un autre sondage, et publie une quarantaine de «témoignages» de patrons prêts au pire. Disons d'emblée que c'est tout à fait le rôle du CPQ, comme de la Chambre de commerce du Canada la semaine dernière, de prendre position dans le débat référendaire. Les centrales syndicales ont depuis longtemps adopté la même attitude.

Mais ce qui choque, c'est la vilénie de certains chefs d'entreprise dont la fortune a d'abord été créée de toutes pièces par des interventions de l'État du Québec, puis s'est développée à la sueur des Québécois. L'offensive de ces barons de l'industrie a été décidée en haut lieu à Ottawa après qu'on se fut rendu compte qu'ils exercent une très grande influence sur les Québécois. C'est de bonne guerre...

Un mot d'abord de ces sondages bidon. Ce n'est pas parce que Conrad Black est propriétaire des journaux de la chaîne *Edimédia* que tous ses journalistes sont conservateurs. Ou que les collègues de *La Presse* sont

tous fédéralistes parce que leur éditeur l'est avec tant de conviction. Toutes ces prises de position n'ont qu'un but: permettre à Daniel Johnson de lancer son fameux sophisme: «si les gens d'affaires sont massivement pour le NON, il doit bien y avoir quelque chose qui ne fait aucun sens au point de vue économique.» Les gens d'affaires sont aussi massivement contre les impôts... Doit-on en conclure que «ça n'a pas de sens» non plus?

Ceci dit, les Laurent Beaudoin, les Guy Saint-Pierre, les Marcel Dutil et tant d'autres ont bien le droit d'être fédéralistes et d'exprimer leur opinion.

### Les Laurent Beaudoin, les Guy St-Pierre ont bien le droit d'être fédéralistes et d'exprimer leur opinion

Doivent-ils pour autant «rapetisser» le Québec afin de mieux vanter la grandeur du Canada. «Il est exclu qu'un État rapetissé aux dimensions d'un Québec indépendant puisse supporter de manière adéquate le développement de ce type d'entreprise (Bombardier)» a justement déclaré M. Beaudoin.

Dans la bouche de celui qui a réalisé ses premiers investissements à l'étranger en Autriche et en Irlande, cela ne manque pas d'ironie!

Au cas où il les aurait oubliées, Laurent Beaudoin pourrait demander à Raymond Royer, le patron de sa divi-



Michel Vastel

sion du transport en commun, de lui rappeler certaines conversations qui se sont tenues en 1972, à Québec et à Drummondville d'ailleurs, sur l'orientation du groupe Bombardier.

Le ministère des Transports de la province envisageait alors d'investir des centaines de millions de dollars dans les transports urbains.

Il a fallu un véritable tordage de bras de Robert Bourassa et de ses ministres pour convaincre la famille Bombardier, qui ne voyait rien d'autre pour son avenir que la motoneige!

Je rappelle cela pour deux raisons: les entreprises n'existent pas par la seule volonté ou l'intelligence de leur propriétaire.

D'autres facteurs comme l'intervention du petit «État rapetissé» qu'était le Québec d'alors, l'expertise de ses cadres comme Royer, et le savoir faire des ouvriers de Valcourt et de La Pocatière y sont bien pour quelque chose.

Dans la même veine, Guy Saint-Pierre n'a sûrement pas oublié les âpres discussions qui se tenaient dans le bureau de Robert Bourassa, avec l'ingénieur Claude Rouleau et l'organisateur Paul Desrochers, pour imposer des ingénieurs québécois au maître d'oeuvre de la Baie James, Bechtel. C'est encore le petit Québec du début des années 1970 qui a créé cette expertise que M. Saint-Pierre peut aller vendre aujourd'hui aux Chinois.

Enfin, quel est l'homme d'affaires qui ne doit pas une partie de son expansion au Régime d'épargne actions ou à la Caisse de Dépôts? C'est l'argent des Québécois ça. De l'argent séparatiste autant que fédéraliste.

Se pourrait-il que le zèle de Bombardier et de SNC-Lavalin en particulier, soit relié aux menaces dont ils ont été l'objet de la part du premier ministre de Colombie-Britannique, Michael Harcourt.

Les deux entreprises sont en tête de la course à un contrat de deux milliards de dollars pour la construction d'un vaste système de transport en commun dans la région de Vancouver. Mais si les Québécois votent OUI, leur candidature ne sera peut-être plus acceptable.

Le plus étonnant dans cette affaire, c'est que ni Laurent Beaudoin ni Guy Saint-Pierre n'ont protesté.

Pourtant, Harcourt sait très bien que les Traités de commerce international interdiraient ce genre de boycott. «Ce n'est pas notre rôle de remettre les pendules à l'heure» de dire le porte-parole de Bombardier, Michel Lord. On suppose que cela ne le dérange pas de les laisser reculer à l'heure du duplessisme...

Car il faut aussi savoir que des centaines de chefs d'entreprises appuient la cause du OUI.

Ceux-là n'osent pas parler par crainte de perdre les contrats de l'ACDI, les subventions de la SEE ou les commandes d'entreprises dont les cadres supérieurs sont anglophones. «La meilleure façon d'aider le OUI est de se taire» me dit l'un d'eux.

Je retiens de tout cela que certains patrons n'ont aucune loyauté envers le Québec si leurs employés ne votent pas du bon bord.

Auront-ils, demain, davantage de loyauté envers le Canada si le gouvernement ne fait plus leur affaire? Léon Dion a déjà appelé ce genre de personnage des «valets de chenil»...

### Il faut aussi savoir que des centaines de chefs d'entreprise appuient la cause du OUI

## COÛTS ET ATTENTE DES PATIENTS

# Le système de santé en révolution au Canada

Charles S. Shaver

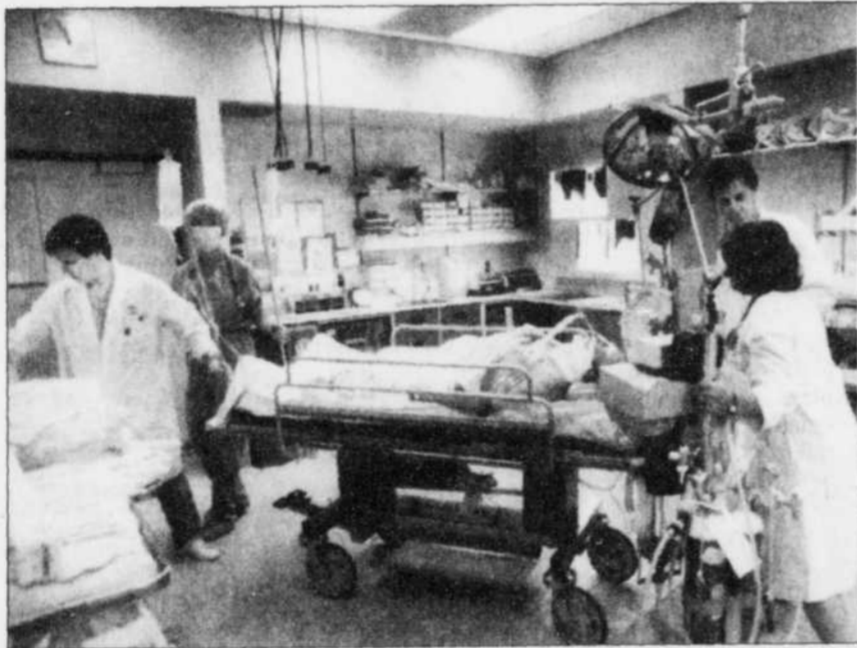
L'auteur est médecin à Ottawa

Les Canadiens regardent les télévisions américaines mettant en vedette des médecins, telles que «ER» et «Chicago Hope» et apprennent l'existence des plus récentes technologies accessibles au personnel médical. Par ailleurs, nos politiciens nous ont toujours appris que l'accessibilité à ces technologies dépendantes nous revient de droit en cas de besoin. Ils omettent toutefois de mentionner que même si beaucoup d'Américains ont un accès rapide à ces outils thérapeutiques et aux diagnostics qu'ils permettent de poser, cet accès est réservé seulement à ceux qui peuvent se permettre d'avoir des régimes d'assurance complets. Désormais, politiciens et médecins se voient donc dans l'obligation de gérer les attentes générées par ces nouvelles technologies, ce qui les met dans une position de plus en plus difficile.

### L'ATTENTE

Les Canadiens peuvent bien avoir une protection universelle des soins médicaux, mais cela ne les empêche pas d'attendre de plus en plus longtemps avant d'avoir accès à quelques-uns des services médicaux. Par exemple, pour un patient doté d'une condition médicale stable, le temps d'attente pour un pontage coronarien à l'Institut de cardiologie d'Ottawa peut atteindre jusqu'à sept mois. Un autre atteint de violents maux de têtes chroniques devra patienter de deux à quatre semaines pour une tomographie (CT Scan).

Ajoutons cependant qu'un patient arrivant à l'urgence pourrait bénéficier de cet acte médical dans les heures qui suivent. Par ailleurs, une personne dont l'état ne demande pas de soins urgents, mais qui n'a pas la patience d'attendre, ne peut tout de même pas passer avant tout le monde parce qu'elle peut payer davantage.



Les praticiens de la santé ont l'impression croissante de devoir subventionner le système de santé canadien.

### LES HONORAIRES

Les praticiens de la santé ont l'impression croissante de devoir subventionner le système de santé canadien, lui-même aux prises avec la tâche difficile de faire équilibrer l'offre et la demande de services. Les honoraires, plus spécialement ceux associés aux actes médicaux, sont moins élevés qu'aux États-Unis. En tant qu'interniste en Ontario, je reçois 105 \$ (dollars canadiens, avant remboursement de revenu gagné) pour une consultation dans mon bureau et près de 150 \$ pour une consultation en urgence aux petites heures du matin. Un chirurgien reçoit 228 \$ pour une appendicéctomie, 418 \$ pour une cholecystectomie, 262 \$ pour une cure d'hernie inguinale et 600 \$ pour le remplacement total d'une hanche.

La «surfacturation» a été déclarée illégale en 1984 par la Loi canadienne sur la santé. Lorsque cet amendement

fut décrété, plusieurs praticiens ont interprété cela comme une perte de leur autonomie. En Ontario, un médecin qui charge un dollar de plus à un patient, par rapport aux chartes gouvernementales, se voit imposer une amende de 1000 \$.

De nouveaux contrôles sur les revenus et les lieux de pratique semblent inévitables et, dans certaines juridictions, ils se produisent en raison de la récession et des déficits fédéral et provinciaux. En Ontario par exemple, le revenu brut gagné dans la province ne peut excéder 400 000 \$ par année.

Depuis des années, la province de Québec impose des plafonds de facturation trimestriels à chaque généraliste. Les honoraires pour des actes prodigués en grandes zones urbaines sont même offerts avec escompte. Récemment même, l'établissement dans d'autres provinces a été imposé unilatéralement et des contrats signés ont été brisés! En Ontario, un rembourse-

ment de 8% du revenu gagné est automatiquement versé au gouvernement par tous les médecins sans exception.

### DROIT DE PRATIQUE

Bien que la couverture des soins de santé soit pleinement transférable, le droit des médecins de pratiquer n'importe où au Canada a été suspendu par un moratoire temporaire.

Afin de pratiquer dans une province, un médecin doit avoir un numéro de facturation émis par cette même province. Et pour obtenir ce numéro, il doit avoir reçu son diplôme d'une école de médecine de la même province ou bien avoir poursuivi un internat ou une formation en résidence dans cette province.

Le système de santé canadien offre néanmoins plusieurs avantages aux médecins. C'est un système «d'assurance-sociale». Environ 65% des médecins pratiquent encore sur une base d'honoraires à l'acte.

Le fait d'avoir un payeur unique et une protection universelle de la population réduit les frais d'administration et élimine presque entièrement les mauvaises créances. Je ne puis me rappeler la dernière fois qu'un Canadien n'a pu me présenter une carte d'assurance-maladie valide.

Malgré des contrôles fiscaux serrés, j'apprécie mon autonomie professionnelle. Je peux faire admettre un patient à l'hôpital, lui prescrire une consultation ou des examens sans devoir obtenir au préalable une approbation.

Les universités canadiennes sont largement subventionnées. Les frais de scolarité pour les étudiants en médecine ne sont que d'environ 3000 \$ par année. Très peu d'entre eux commencent leur carrière avec de lourdes dettes.

### LES REVENUS

Même si les honoraires sont relativement bas, les médecins canadiens profitent d'un revenu élevé en raison de leur charge considérable de travail.

Un médecin généraliste peut voir de cinq à six patients à l'heure et gagner autour de 165 000 \$ par année de revenu brut. Ses frais généraux (incluant son automobile et sa formation médicale continue) représentent environ 40% de son revenu.

Les chirurgiens effectuent généralement plus d'actes médicaux que leurs confrères américains au cours d'une année.

Les revenus bruts étant gelés, voire réduits, les dépenses n'en continuent pas moins de s'accroître. Plusieurs médecins se considèrent maintenant comme des fonctionnaires mais sans les avantages sociaux qui leur sont habituellement consentis.

Ils sont de plus en plus nombreux d'ailleurs, les chirurgiens spécialistes en tête, à voter avec leurs pieds; environ 400 médecins quittent le Canada annuellement.

En 1994, on a assisté à un nombre record d'émigrations: 777 médecins ont en effet quitté le Canada et dans la majorité des cas, ils se sont établis aux États-Unis.

Pour la première fois, le nombre de médecins pratiquant au Canada diminuait. Mais en dépit des impôts élevés et des revenus plus faibles, la plupart des médecins choisissent de pratiquer au Canada, principalement pour des raisons d'ordre familial et pour le mode de vie qu'ils jugent moins violent et plus humain.

### SYSTÈME DE SANTÉ EN ÉVOLUTION

Nos systèmes de santé (aux États-Unis et au Canada) sont en révolution, et tous les deux pour les mêmes raisons: des coûts insoutenables et des attentes irréalistes des patients.

Les principes d'universalité et d'accessibilité sont maintenant réexaminés, particulièrement en Alberta. Dans 10 ou 15 ans, je m'attends toutefois à ce que nos deux systèmes de santé soient finalement très semblables.

# Un groupe étranger intéressé à acheter Stoneham.

Marc Blondeau refuse.

# Qu'arrivera-t-il le lendemain du référendum?

Si c'est **non!**  
Le 31 octobre,  
nous serons **forcés...**

- de subir les plus grandes coupures budgétaires fédérales de l'histoire : 650 millions de dollars d'ici un an, 2 milliards de dollars d'ici deux ans dans nos services de santé, d'éducation et de formation de la main d'œuvre
- de subir, d'ici Noël, les «réformes» qu'Ottawa nous cache :
  - moins d'argent pour les pensions de retraite
  - jusqu'à 10 % de moins pour nos prestations d'assurance-chômage

Conclusion: «Vous allez en manger une belle» a promis Jean Chrétien mercredi dernier

**MALGRÉ CELA, LE FÉDÉRALISME VA CONTINUER À NOUS ENDETTER:** car, comme l'a avoué Daniel Johnson lui-même en 1992: «Le fédéralisme est tout croche à cause de "l'encroachment" évidemment, du fédéral, ce qui nous coûte une fortune. C'est ça qui coûte 30 milliards de déficit, essentiellement.»

À l'avenir,  
nous dirons  
**OUI!**

Si c'est **oui!**  
Le 31 octobre,  
nous **pourrons...**

- récupérer les 28 milliards de dollars de nos impôts et de nos taxes versés à Ottawa et, en plus, économiser 3 milliards de dollars en abolissant les dédoublements
- se donner, enfin, une stratégie nationale de l'emploi pour faire baisser le chômage
- améliorer, immédiatement, les conditions de travail de 10 % de nos salariés, assujettis aux lois fédérales. Les femmes, surtout, en profiteront: congés de maternité et d'adoption plus généreux
- augmenter, immédiatement, la place du français au Québec, en appliquant la loi 101 à toutes les entreprises qui y échappent aujourd'hui
- contrôler, d'ici un an, toute notre politique d'immigration
- remplir, d'ici un an, un seul rapport d'impôt

**EN PLUS, ATTIRER LES INVESTISSEURS:** «À notre avis, le Québec continuera d'attirer les investissements moyennant les mêmes conditions favorables dont il bénéficie, et peut-être même des conditions meilleures.»

Source: le financier Newyorkais qui, pendant 8 ans, a décidé, de la cote de crédit du Canada, du Québec et des autres provinces, M. Mahesh Kotecha

  
Le Conseil  
de la SOUVERAINÉTÉ  
du Québec

**QUÉBEC**